l'Eglise catholique au service des possédants

—DOSSIER p.9 à 12—

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N°535 2 septembre 1978 - prix : 4 F

les travailleurs contre le chômage

p.5 et 16

Hausse des prix, licenciements . . . PCF et PS bavardent,

C'EST DES TRAVAILLEURS QUE VIENDRA LA RIPOSTE !

NICARAGUA : la population contre la dictature

p.20

IRAN : l'aveu de faiblesse du chah

p.6

SOMMAIRE

▶DANS LE MONDE

Page 6 :
— **Iran : l'aveu de faiblesse du chah.**
— **Hua Kuo-feng chez le chah : dis-moi qui sont tes amis.**
— **Israël : la psychose de l'attentat.**
Page 7 :
— **Tchad : du Tibesti à N'Djamena, les chemins du pouvoir.**
Page 8 :
— **Portugal : le chantage d'Eanes.**
— **Italie : les syndicats veulent limiter le droit de grève.**
Page 13 :
— **Chine-Vietnam : des rivalités nationalistes.**
— **Brésil : une dictature de plus en plus contestée.**
— **Pérou : la grève des mineurs tient bon.**

▶EN FRANCE

Page 4 :
— **Lutte Ouvrière dans les élections partielles de Nancy.**
Page 5 :
— **Non, le chômage n'est pas fatal... le bavardage de Barre non plus.**
— **Le PCF et le chômage : des mots et des gestes pour dissimuler un manque de perspectives.**
Page 14 :
— **Le mouvement des aiguilleurs du ciel continue.**
— **Renault-Billancourt : la Régie produit coûte que coûte.**
— **A Montluçon (Allier) : les handicapés luttent pour leur dignité.**
Page 15 :
— **Deux jours en quête d'emploi ou le chômage au quotidien.**
— **Berliet (Lyon-Vénissieux) : une nouvelle menace pour l'emploi.**
Page 16 :
— **Non au chômage : plein emploi et répartition du travail entre tous.**
— **Aciéries de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) : après la marche de Nancy.**

▶DOSSIER

Pages 9 à 12 :
L'EGLISE AU SERVICE DES PUISSANTS :
— **Un nouveau pape pour une vieille Eglise.**
— **Le Vatican, puissance capitaliste : un symbole.**
— **La religion au service des pauvres : une utopie.**
Page 17 :
— **Films :** Je suis timide... mais je me soigne, **de Pierre Richard ;** Les guerriers de l'enfer, **de Karel Reisz.**
— **Café-Théâtre :** Fromage ou dessert, **de Luis Rego et Philippe Bruneau.**

▶DIVERS

Pages 18 et 19 :
— **Livres :** L'affaire Toukhatchevsky, **de Victor Alexandrov ;** Les capitalistes en France (1780-1914) ; Louis XI, **de Paul Murray Kendall ;** Histoire passionnante de la vie d'un petit ramoneur savoyard, **écrite par lui-même ;** Flip Story, **de Nan Aurousseau ;** Idées reçues sur les femmes.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : **OMNI-PRESSES**
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

"Légitime défense" : la propriété c'est le meurtre ?

En quelques jours, plusieurs affaires de « légitime défense » se sont terminées par des morts d'hommes, et même de très jeunes hommes. Ainsi, le 24 août, alors qu'il tentait, semble-t-il, de cambrioler le magasin de Raymond Leroy, pâtissier à Florange dans la Moselle, un jeune garçon de 13 ans, Hocine Sakhi, a été abattu d'une balle de carabine 22 long rifle par le propriétaire des lieux.

Le 25 août, à Don (Nord), un jeune homme de 20 ans était blessé à la cuisse par un habitant, alors qu'il escaladait le balcon de sa maison.

Le 26, c'est un homme de 24 ans qui était grièvement blessé par un employé du restaurant qu'il cambriolait, près d'Armentières (Nord), et devait finalement succomber à ses blessures.

Enfin, dans la nuit du 29 au 30 août, le propriétaire d'un pavillon de Verrières-le-Buisson (Essonne), tuait sur le coup un cambrioleur de 23 ans qu'il avait pris sur le fait.

Légitime défense ? C'est encore ce qui a été invoqué dans ces différentes affaires, tout comme à l'occasion des dix affaires analogues qui ont eu lieu depuis août 1977, faisant, elles, 8 morts et 3 blessés graves.

Il n'est certainement pas agréable d'être cambriolé, et la plupart de ces personnes qui ont tué pour préserver leurs biens l'avaient déjà été : c'est pourquoi, d'ailleurs, disent-ils, ils avaient pris la précaution d'avoir une arme. Et on comprend aussi que l'on puisse s'effrayer de voir quelqu'un pénétrer chez soi de nuit, par effraction.

Mais peut-on admettre que la possession de biens matériels, même péniblement amassés, passe avant une vie humaine, quelle qu'elle soit ? Il y faut toute la dureté d'une société où la défense de la propriété privée est un « légitime » prétexte à meurtre !

Pour une condamnation dans un cas semblable, comme à Troyes au printemps dernier, c'est le plus souvent de la quasi-impunité qu'ont bénéficié les auteurs de tels actes criminels, dans le passé récent. Et ils bénéficiaient aussi de la compréhension d'une bonne partie de la presse et de l'opinion, qui ne doutent pas de la nécessité de constituer des sortes de milices d'auto-défense. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si ce genre de justice expéditive, ces règlements de comptes sommaires, semblent se multiplier.

Le respect de la vie humaine, de toute vie humaine, qui devrait être à la base d'une société civilisée, n'est certes pas ce qui caractérise la société capitaliste, marquée au contraire par de périodiques massacres collectifs au nom des intérêts matériels d'une minorité. Alors, si cela se fait en grand et officiellement entre puissants, dans les relations entre Etats, pourquoi finalement chaque petit propriétaire ne se sentirait-il pas légitimé de le reprendre à son compte dans les relations individuelles ?

Ce n'est pas surprenant, si c'est odieux. Et ce n'est qu'une des multiples manifestations de la barbarie qui imprègne l'ensemble de cette société d'exploitation.

Christiane LE GUERN

Censure politique à Antenne 2

Un reportage du cinéaste Frank Cassenti sur le Festival mondial de la jeunesse, qui s'est déroulé récemment à Cuba, et auquel une délégation des Jeunesses Communistes avait participé, devait être diffusé, avec un commentaire de Régis Debray, dans l'émission « Question de temps », mercredi 30 août, sur Antenne 2. Mais il a été purement et simplement, au dernier moment, supprimé, et remplacé par deux portraits : celui d'un commissaire au plan, Michel Albert, et celui du successeur du baron Empain, René Engen.

Pour justifier cette interdiction, le rédacteur en chef d'Antenne 2, Louis Bériot, s'est contenté d'expliquer que ce reportage était **« plat et mou »**.

Parole maladroite ; car si les émissions « plates et molles » étaient supprimées des programmes de la télévision, il n'en resterait peut-être pas beaucoup.

En tout cas, elle montre que les responsables de cette émission de télévision n'éprouvent même pas le besoin de se justifier d'une mesure pure et simple d'interdiction politique ; elle montre, avec désinvolture, le mépris profond qu'ils ont, et pour les gens avec qui ils travaillent, et pour les gens pour qui ils travaillent.

Caisse d'Epargne : grignoter votre argent m'intéresse

Désormais il sera possible de déposer jusqu'à 41.000 F (au lieu de 38.000F) sur les livrets de la Caisse d'Epargne.

Cette opération ajuste le montant maximum des dépôts en tenant compte de l'inflation. Mais le taux d'intérêt de 6,5 % est, lui, bien inférieur au taux de l'inflation.

Ainsi un épargnant qui aurait mis 100 F sur son livret en 1970 en aurait aujourd'hui, avec les intérêts cumulés, à peine plus de 150 F, alors que depuis les prix ont doublé.

Les gros capitalistes qui peuvent prêter des dizaines ou des centaines de milliers de francs ont à leur portée des moyens bien lucratifs de placer leur argent. Mais la Caisse d'Epargne sert surtout pour les économies des petites gens. Et c'est eux que l'Etat floue et rançonne encore en grignotant leurs économies.

Le tabac continue de rapporter gros à l'État

Trois ans après le lancement de la campagne anti-tabac par Simone Veil, ministre de la Santé, les statistiques de la Régie française des tabacs montrent que cette campagne a été relativement inefficace puisque le nombre de fumeurs se serait accru de 2,6 % en 1977. Il s'agirait surtout du nombre de jeunes fumeurs qui augmente.

Est-ce une défaite pour le gouvernement ? Pas tant que cela. Car le SEITA (Service d'exploitation des tabacs et des allumettes) est un bon collecteur d'impôts pour l'Etat. L'augmentation du nombre de fumeurs, jointe à l'augmentation de la consommation de produits plus chers (cigarettes blondes et cigares) et à la hausse des tarifs, a entraîné en 1977 une augmentation de 13,3 % du chiffre d'affaires du SEITA.

En juin 1975, la régie publicitaire d'Europe n° 1 s'était permis de refuser un message publicitaire de Lutte Ouvrière annonçant le dossier de la semaine parce qu'il osait affirmer **« Le tabac tue »**, et que cela aurait nui à la Régie. Aujourd'hui le gouvernement se dit en principe anti-tabac, mais l'Etat n'en continue pas moins à tirer profit de la vente de cette drogue.

FETES DE LUTTE OUVRIERE

● **A Lyon**

Les 16 et 17 septembre

Terrain du Merlo
OULLINS

Ouverture samedi à 14 h.

● **A Bordeaux**

Samedi 23 et dimanche 24 septembre

Plaine de la Blancherie
CENON

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 120 F
pour une période de six mois : prix : 70 F

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

CEUX DU TECHNIQUE
pour un période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

Ci-joint la somme totale de : francs .....
. . . . . .

NOM : . . . . . .
. . . . . .
Prénom : . . . . . .
. . . . . .
Adresse : . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
Code postal : . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Hausses des prix, licenciements... PCF et PS bavardent :

C'est des travailleurs que viendra la riposte

RAYMOND Barre mène la politique de la classe qu'il défend, celle des bourgeois et des capitalistes, avec une arrogance croissante. Il s'agit pour eux de traverser la crise sans y perdre, et même, si possible, en y gagnant encore. Et, bien sûr, si ce n'est pas eux qui payent, alors, cela ne peut être que les travailleurs, les milieux populaires.

Les gouvernants ne s'embarrassent même plus pour le dissimuler. L'indice des prix de juillet est plus mauvais que jamais ? « Il est ce qu'il doit être », répond sèchement Barre. Il le sait bien, puisque c'est son gouvernement qui, avec la hausse des tarifs publics, en est le principal responsable. Le pétrole brut coûte moins cher, grâce à la chute du dollar, mais le prix de l'essence ne baisse pas pour autant ? Normal, décrète-t-il, il n'y a pas de raison pour que les milliards que cela représente bénéficient aux consommateurs.

Dans le même temps, le gouvernement prépare un budget avec un déficit qu'il prévoit délibérément de combler en partie en augmentant les impôts indirects, c'est-à-dire les taxes sur... l'essence, le tabac, les auto-radios, etc.

Le gouvernement n'est pas autre chose qu'un conseil d'administration au service des affaires des capitalistes. Et, pour ceux-ci, il fait bien son travail. Ainsi, les frères Willot qui ont racheté les entreprises Boussac avec l'accord du gouvernement, se félicitent aujourd'hui d'avoir fait là la meilleure affaire de leur carrière. C'est l'un d'eux qui l'a dit lui-même au journal Le Nouvel Economiste. **Que leur importe que cette bonne affaire signifie des centaines de travailleurs jetés à la rue ?**

Et l'Etat, lui, se gêne de moins en moins avec les chômeurs. Au moment où le gouvernement fait savoir qu'il va tenir un « séminaire » sur le problème du chômage, le ministre Boulin déclare froidement à la radio qu'il faut s'attendre à une aggravation de la situation.

Si le gouvernement se sent les coudées aussi franches pour imposer ainsi ouvertement, cyniquement, la politique du patronat, il faut bien dire que l'inertie des partis de la soi-disant opposition l'y autorise.

Georges Marchais a bien le mot « lutte » à la bouche : mais quel plan d'action sérieux propose-t-il à l'ensemble des travailleurs ? Tout ce qu'il propose concrètement, ce sont des demandes d'entrevues avec les hommes du gouvernement. Et les luttes qui ont lieu sont, en fait, laissées à elles-mêmes, dans l'isolement.

Les partis de gauche n'ont aucune perspective à proposer face aux problèmes vitaux des travailleurs, et c'est pour masquer ce vide qu'ils en sont à ressasser leurs griefs réciproques.

Et ils n'ont aucune perspective à nous offrir parce que le seul programme sérieux et réaliste serait un programme de lutte, ce dont justement ils ne veulent absolument pas.

Pour eux, comme pour le gouvernement, l'inconnue de la situation est la réaction des travailleurs, car si Barre se permet d'être aussi assuré, c'est surtout parce qu'il mise sur le calme de ce côté-là.

Mais c'est justement de nous, les travailleurs, que peut et doit venir la riposte. Face au chômage, il faut organiser la lutte pour la diminution de la durée du travail par le partage du travail entre tous. Lorsque tous les prix augmentent à un rythme accéléré, le seul moyen de préserver le pouvoir d'achat des travailleurs serait une échelle mobile de tous les salaires, pensions et retraites.

Pour être atteints, ces objectifs nécessitent, c'est certain, une sérieuse lutte d'ensemble des travailleurs. Mais il n'y a pas d'autre choix, et cela n'a rien d'impossible.

Ce n'est pas parce que c'est la droite qui gouverne qu'il n'y a aucune possibilité de faire changer la situation en faveur des travailleurs. Des gouvernements de droite, il y en a déjà eu un bon nombre dans le passé, et cela n'a pas empêché de grandes luttes ouvrières de se dérouler et d'être victorieuses.

Il n'y a rien de bon à espérer pour les travailleurs de la part de ce Parlement et de ce gouvernement. Mais de la voie de la lutte, nous avons au contraire tout à espérer.

Arlette LAGUILLER

Hausse des prix record en juillet

1,2 % de hausse en juillet, d'après l'indice officiel des prix, c'est un taux record. Cela n'empêche pas Barre d'être content de lui : c'était prévu, a-t-il déclaré à la télévision, et même un peu moins que ce qu'il prévoyait, soyez-en satisfaits. Il y a quelque temps, chaque fois que l'indice du mois était un peu trop élevé, on voyait le gouvernement chercher des excuses, dire que c'était exceptionnel, que le mois d'après ça ira mieux... Mais cette fois Barre avoue sans complexe que cette hausse est en grande partie due aux augmentations de l'essence, de certains tarifs publics, dont la RATP, du charbon et des loyers, hausses dont il est lui-même responsable.

Il faut dire que, depuis quelques mois, il en est d'ailleurs ainsi et on a eu droit coup sur coup aux hausses de la SNCF, de l'EDF, des charbonnages, des PTT, du tabac. Toutes ces hausses décidées par le gouvernement depuis les élections composeraient à elles seules, d'après l'estimation du journal **Le Monde,** pour plus d'un point d'indice dans les hausses de ces derniers mois. Une fois passé le cap des élections, Barre ne se gêne plus.

Avec cette hausse de juillet, l'indice officiel des prix (et on sait qu'il est inférieur à la hausse réelle telle que la ressent dans son budget un ménage ouvrier) vient de dépasser la cote 200 par rapport aux prix de l'année 1970, c'est-à-dire qu'en moins de huit ans les prix ont doublé, alors qu'il avait fallu seize ans pour qu'ils doublent entre 1954 et 1970.

Et il n'y a pas de raison pour que cela s'arrête, au contraire. La politique de liberté des prix décidée par le gouvernement n'est pas encore apparue dans l'indice officiel, il faudra attendre celui de septembre pour pouvoir en évaluer les effets.

Alors, dans la période de hausse si rapide des prix que nous connaissons, il est plus que jamais urgent de mettre en avant dans les luttes le mot d'ordre de l'échelle mobile des salaires.

O.B.

PRIX DE L'ESSENCE : baisse... sur la prochaine hausse ?

Ça y est, Barre et Monory l'ont annoncé, le prix de l'essence ne baissera pas.

Le cours du dollar ayant baissé, et le pétrole revenant de ce fait moins cher aux compagnies pétrolières, il paraissait logique, normal, simple, que le prix de vente de l'essence baisse d'autant.

Eh bien, non !

Barre et Monory ont conjugué leurs efforts et le travail de leurs services respectifs pour arriver à une solution beaucoup plus astucieuse : pas question bien sûr, du moins officiellement, que ce soient les compagnies pétrolières qui bénéficient de cette situation : le bénéfice qu'elles font grâce à la baisse du dollar, Barre-Monory vont le confisquer : pour constituer une « cagnotte », en vue d'éponger... la prochaine hausse de l'essence ; au total, au lieu d'annoncer une baisse du prix de l'essence, Barre-Monory annoncent en quelque sorte une baisse de la prochaine hausse du prix de l'essence, ce qui est, c'est évident, beaucoup plus savant.

En outre, une partie de l'argent de cette « cagnotte » servirait à financer les recherches sur les économies d'énergie, lesquelles sont menées en liaison avec les compagnies pétrolières elles-mêmes : ainsi la boucle sera bouclée, et cet argent, « confisqué » aux compagnies pétrolières par Barre-Monory leur reviendra après un petit détour par la petite cagnotte des deux ministres.

Ainsi, le principe sacro-saint sera respecté qui veut qu'en aucun cas ou presque une baisse ne profite aux consommateurs...

J.J.L.

Lutte Ouvrière dans les élections partielles de Nancy

Le Conseil constitutionnel ayant décidé d'invalider l'élection de Jean-Jacques Servan-Schreiber, il y aura le 17 septembre des élections législatives partielles dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle (une partie de Nancy).

Ces partielles viennent à la suite d'autres, organisées en catimini au mois d'août, en pleine période de vacances. Il s'agissait généralement de sièges contestés à la gauche par un Conseil constitutionnel dont les liens avec la majorité au pouvoir sont notoires. Malgré la date choisie, ces partielles ont confirmé dans la Seine-Saint-Denis comme dans le Gers, l'élection de candidats de gauche.

Servan-Schreiber, lui, a droit à un traitement de faveur, la partielle qui le concerne constitue en quelque sorte la rentrée politique. Il est vrai que, pour une fois, il se serait passé de cette faveur, mais il faut croire qu'il n'a guère de partisans au Conseil constitutionnel. Il a en revanche quelques petits amis au sein de la majorité qui ont tout l'air de vouloir lui faire des croche-pieds, comme le montre la variété des candidats de droite qui lui sont opposés.

Lutte Ouvrière a choisi d'être présente dans cette élection partielle, à travers la candidature de Christiane Nimsgern, 23 ans, agent hospitalier au CHU de Brabois, à Nancy.

Lutte Ouvrière présente une candidate, non pas parce que cette élection partielle de Nancy a une importance particulière (sinon pour la carrière politique de Jean-Jacques Servan-Schreiber... c'est dire !) mais parce que, à l'occasion de cette rentrée politique en septembre, et six mois après les élections législatives de mars 1978, il est bon qu'un certain nombre de choses soient dites. Face à la politique cyniquement anti-ouvrière du gouvernement de droite, bien sûr. Mais surtout, un certain nombre de choses face à la politique des organisations de gauche.

Il faut affirmer que la politique de démission de celles-ci ne bénéficie pas de l'accord de l'ensemble de la classe ouvrière.

Ce n'est évidemment pas une candidature révolutionnaire dans une élection partielle qui palliera cette démission politique des grandes organisations de la gauche. Et un bulletin de vote ne remplace certes pas la lutte. Mais il permet au moins d'affirmer que l'on veut lutter. Et plus nombreux seront ceux qui, à Nancy, auront utilisé leur bulletin de vote pour affirmer leur volonté de lutter, plus ce sera un encouragement pour l'ensemble des travailleurs de ce pays.

Christiane Nimsgern,

Candidate de Lutte Ouvrière dans la 1er circonscription de Meurthe-et-Moselle

s'adresse aux travailleuses et aux travailleurs de la circonscription

L'invalidation de l'élection de Jean-Jacques Servan-Schreiber nous vaut des élections partielles dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle. Ces élections partielles ne changeront manifestement rien, ni dans le pays, ni même dans la composition de l'Assemblée nationale.

Si le seul intérêt de cette consultation devait être de décider du renvoi ou pas de Jean-Jacques Servan-Schreiber à la Chambre des députés, alors, elle n'aurait pas le moindre intérêt. Ni le personnage, ni des élections réduites à cette question ne méritent le déplacement. Mais les travailleurs peuvent saisir cette occasion au moins pour dire ce qu'ils ont sur le cœur.

Jean-Jacques Servan-Schreiber appartient à cette majorité gouvernementale qui bloque les salaires mais qui libère les prix des industriels, qui supprime les subventions aux services publics pourtant sous-équipés (écoles, hôpitaux, transports en commun, PTT), mais qui les réserve aux gros industriels. Et ce n'est pas pour lutter contre le chômage car les services publics emploient de la main-d'œuvre et pourraient en embaucher. — Ils en manquent de façon dramatique dans certains secteurs. — Pendant ce temps, les gros industriels empochent les subventions et licencient quand même ; quand ils ne se servent pas de l'argent pour acheter d'autres usines, voire pour en construire de nouvelles qu'ils n'utilisent pas.

Mais en désavouant cet homme et la politique qu'il représente, les travailleurs peuvent-ils pour autant approuver la politique du Parti Socialiste et du Parti Communiste, en votant pour leurs candidats ?

Non ! Six mois après la victoire électorale de la droite, Parti Socialiste et Parti Communiste en sont encore à ressasser leur querelle défraîchie, à se reprocher mutuellement l'échec électoral de la gauche, à rejeter l'un sur l'autre la responsabilité de la situation actuelle, quand ils ne sont pas trop occupés à faire la queue devant l'Elysée pour être reçus par Giscard.

Christiane Nimsgern a 23 ans. Née dans une famille ouvrière de Dieuloire, elle travaille depuis l'âge de 18 ans au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brabois à Nancy en tant qu'agent hospitalier. Elle est militante syndicale et c'est au CHU qu'elle a rencontré des militants de Lutte Ouvrière et a rejoint leur combat.

En mars 1977, elle a été candidate aux élections municipales à Nancy sur la liste révolutionnaire soutenue par Lutte Ouvrière.

Pour les Marchais, les Mitterrand et ceux qui se réclament de leur politique, n'y a-t-il donc rien d'autre à faire pour les travailleurs, maintenant que la droite a gagné les élections ? Faudrait-il donc attendre dans trois ans, dans cinq ans, de nouvelles élections présidentielles, de nouvelles élections législatives ? Mais les travailleurs n'ont que trop attendu, d'élections en élections !

Ceux qui sont au chômage, ceux dont le pouvoir d'achat s'effiloche dans l'inflation, ne peuvent plus attendre. Et ils ne doivent pas attendre ! Car les travailleurs ont les moyens de résister au grand patronat malgré Giscard, malgré Barre ! Ils ont la force d'imposer leurs revendications, quand bien même c'est un gouvernement de droite qui est au pouvoir. Ils l'ont fait dans le passé, et cela a toujours été plus efficace que les élections.

Dans des circonstances semblables à celles d'aujourd'hui, en 1953, la grève générale des cheminots, des fonctionnaires, des mineurs, a su faire rentrer dans la gorge du gouvernement réactionnaire de l'époque ses projets anti-ouvriers et arracher des augmentations de salaires. Ce ne sont pas des élections qui ont apporté aux travailleurs la troisième semaine de congés payés en 1955, mais la grève des ouvriers de Saint-Nazaire. Ce n'est pas un vote parlementaire qui a imposé à De Gaulle la quatrième semaine de congés payés en 1963, mais la grève des mineurs. Et tout pouvoir fort qu'il prétendait être, De Gaulle a dû reculer encore en 1968 devant la grève générale des travailleurs.

En ces temps de crise économique, il est vital pour la classe ouvrière d'imposer un certain nombre de garanties, ne serait-ce que pour empêcher la dégradation de sa situation actuelle. Il faut obtenir l'augmentation automatique de tous les salaires, pensions et retraites en fonction de l'augmentation des prix. Il faut interdire aux entreprises capitalistes tout licenciement. Il faut imposer la répartition du travail entre tous par une diminution du temps de travail sans diminution de salaires.

Tout cela est indispensable pour les travailleurs, mais d'autres couches laborieuses de la société, comme les petits commerçants, petits paysans, sont concernées, d'ailleurs leurs revenus sont directement liés au niveau de vie de la grande masse des consommateurs.

Il est possible d'imposer tout ou partie de ces revendications, à condition que les travailleurs se mobilisent et engagent la riposte. Il serait du devoir des grandes organisations de la classe ouvrière de le faire.

Travailleuses, Travailleurs !

Ne vous taisez pas devant la démission des grands partis qui se réclament des travailleurs. Dites-leur que vous n'êtes pas d'accord ! Secouez-les !

Dites-leur que vous en avez assez de leur radotage autour des élections passées. Dites-leur, par votre bulletin de vote pour commencer, que vous voulez immédiatement une riposte au patronat et au gouvernement.

Vous pouvez le faire en votant pour Lutte Ouvrière.

Travailleuses, Travailleurs de la 1re circonscription,

Faites de ces élections partielles autre chose qu'un épisode sans importance dans les manœuvres des grands partis. Montrez à tout le pays qu'une fraction des travailleurs de cette circonscription ne se résignent pas, sous prétexte qu'il y a une majorité électorale dans ce pays en faveur de la droite. Cette fraction-là, celle qui lutte, a autrement plus d'importance pour le sort de la classe ouvrière, que toutes les majorités électorales passives.

Tout en montrant à Jean-Jacques Servan-Schreiber que vous ne voulez pas de lui, faites savoir au gouvernement réactionnaire qu'il soutient, qu'il n'a pas seulement affaire à des dirigeants politiques de gauche qui temporisent, mais à des travailleurs prêts à se battre !

Faites savoir aux dirigeants des partis de gauche que les travailleurs ne sont pas derrière eux, et n'approuvent pas leur inertie.

Faites de votre vote un encouragement pour tous les travailleurs de ce pays qui ont envie de se battre, en leur montrant que leur point de vue est partagé. Alors, votre geste dépassera les limites de la circonscription, et il aura contribué à préparer les luttes indispensables à venir.

VOTEZ LUTTE OUVRIERE.

VOTEZ CHRISTIANE NIMSGERN.

Réunion publique de Lutte Ouvrière

avec Christiane NIMSGERN

candidate de LUTTE OUVRIERE

et Arlette LAGUILLER

VENDREDI 8 SEPTEMBRE - 20 h 30
HOTEL DE VILLE DE NANCY
Salle Mienville

Non le chômage n'est pas fatal... le bavardage de Barre non plus

Comme dit la presse, la rentrée sociale se fait sous le signe du chômage. Et, en effet, les perspectives ne sont guère réjouissantes. Même Barre qui fait apparemment profession d'optimisme ne s'attend pas à ce que les choses aillent mieux avant... l'automne 1979. Cela ne l'affole pas, certes — il ne se considère sûrement pas lui-même, à en juger par son autosatisfaction, comme faisant partie des chômeurs potentiels.

Comme il faut quand même pour le public quelques mâles paroles au sujet de ce chômage en augmentation, il a parlé haut et fort, lors de son voyage dans l'Yonne le 24 août : il ne s'agit en particulier pas qu'on confonde demandeurs d'emplois et chômeurs. Car il y a des chômeurs vrais et des chômeurs qui le sont moins. Ainsi, Barre a vu, dit-il, dans le Sud-Est de la France « des chantiers dont les carnets de commandes sont remplis, mais qui ne trouvent pas de personnel »... « les Français répugnent à la formation professionnelle ».

En fait, pour les milieux patronaux et gouvernementaux, comme en témoigne le quotidien patronal Les Echos **(30 août), le problème est de ne pas considérer comme vrais chômeurs les femmes (elles ont leur mari...), les jeunes (il y a la famille...) ; et puis, tous ceux qui refusent de quitter leur région pour aller chercher du travail ailleurs, sont-ils de vrais chômeurs ?**

Autant d'entraves à cette fameuse « mobilité de la main-d'œuvre » souhaitée par le patronat.

Barre fête ses deux ans à Matignon, en compagnie de la jeunesse dorée du parti giscardien : deux ans, ça suffit ! (Ph. AFP)

Le gouvernement a consacré au problème du chômage deux conseils interministériels les 28 et 29 août, et il doit y consacrer l'essentiel de son « séminaire » à Rambouillet les 1er et 2 septembre.

Mais que peut-il en sortir ? C'est le gouvernement qui patronne les restructurations et autres opérations des groupes capitalistes, comme celui des frères Willot, responsables de licenciements en grand nombre. C'est le gouvernement qui, en réduisant considérablement le budget du réseau routier pour 1979 — et ce n'est qu'un exemple — va entraîner le licenciement rapide de nombreux travailleurs dans les travaux publics.

Non, certes, « le chômage n'est pas fatal », comme dit Barre après Georges Marchais. Mais ce n'est sûrement pas sa politique qui risque d'en enrayer la progression !

Le PCF et le chômage :

Des mots et des gestes pour dissimuler un manque de perspectives

Avec une longueur d'avance sur les autres formations politiques — et en particulier sur le Parti Socialiste —, le Parti Communiste vient d'effectuer sa rentrée politique.

Sous le prétexte de lutter contre le chômage, il a organisé un vaste rassemblement à la porte de Pantin à Paris. Des délégations de près d'un millier d'entreprises dans lesquelles des licenciements ont lieu, sont venues témoigner de leur situation avant de se rendre, accompagnées de Georges Marchais, dans les ministères et à Matignon.

L'importance et le ton intransigeant donnés par le PCF à cette manifestation ne signifie pas pour autant qu'il soit décidé à lutter réellement et efficacement contre le chômage. Du vaste catalogue des mesures préconisées dans son discours de clôture par Georges Marchais pour relancer l'économie et créer du travail, il n'en est pas une seule qui offre un véritable plan de lutte à l'ensemble de la classe ouvrière pour lui éviter les frais de la crise et en particulier pour combattre le chômage.

Car il ne suffit pas d'affirmer sur un ton catégorique, **« nous demandons tout de suite et pour tous la limitation à quarante heures de la durée du travail »** ou **« l'avancement de l'âge ouvrant droit à la retraite »**, pas plus que **« le relèvement prioritaire des bas salaires »** et **« l'attribution d'une prime de 500 F par enfant aux familles modestes »** pour que les chômeurs voient leur situation s'améliorer.

Ces mesures de toute façon bien insuffisantes pour résorber le chômage, ne sont même pas assorties de propositions concrètes de lutte pour les faire aboutir. En fait l'impressionnant catalogue mis en avant par Georges Marchais est d'autant plus fourni qu'il sert à dissimuler l'immense vide de la politique du PCF.

Les grands rassemblements se terminent... en délégations auprès de ministres pourtant bien au courant de la situation et peu décidés à changer de politique pour autant. Les tonitruantes déclarations aboutissent... à des démarches pour avancer la session parlementaire d'un mois, comme si le Parlement ignorait une situation que lui ou son prédécesseur acceptent depuis des mois, voire des années ! Et les puissants coups de poings sur la table débouchent... sur des appels à laisser les comités d'entreprises **« participer à la recherche des mesures de reconversion si elles s'avèrent nécessaires »**.

Marchais au rassemblement de la porte de Pantin. En fait de lutte, ce n'est pas sur le PCF que les travailleurs peuvent compter. (Ph. AFP)

En fait, peu soucieux d'offrir une perspective d'ensemble réellement efficace à la classe ouvrière, le PCF est par contre très attentif à apparaître comme le seul parti se préoccupant des travailleurs. C'est pour lui une nécessité dans le cadre de sa concurrence avec le Parti Socialiste qui aspire à lui contester cette qualité, sans offrir d'ailleurs lui-même plus de perspectives de lutte à la classe ouvrière.

Alain MARQUET

Marchais... d'un guichet à l'autre !

Quand le PCF et son secrétaire général mènent l'offensive, ils ne lésinent pas sur les moyens pour réclamer la... concertation. Après avoir demandé audience à Barre et avoir essuyé un refus, après s'être fait envoyer à Boulin qui lui-même a renvoyé l'audience au 8 septembre, Georges Marchais dans la foulée du rassemblement de la porte de Pantin à Paris est allé quémander une nouvelle fois une entrevue à Matignon accompagné cette fois par les militants communistes réunis à l'occasion de son meeting de rentrée.

Cela n'était certes pas faire preuve de la dignité nécessaire à un authentique représentant des travailleurs, mais cela correspond bien à la politique de son parti.

Car le PCF réclame lui aussi sa part d'ouverture et de décrispation. A sa façon bien sûr, c'est-à-dire plus bruyamment que Fabre ou que Mitterrand. Mais que réclame-t-il donc de différent finalement ? Ce n'est pourtant ni à l'Elysée, ni à Matignon que nous aurons satisfaction !

Comités de soldats : « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose »

La Cour de sûreté de l'Etat vient de prononcer une ordonnance de non-lieu concernant les trente-cinq personnes encore inculpées dans « l'affaire » des Comités de soldats soulevée par le gouvernement Chirac en décembre 1975. Les militaires du contingent inculpés avaient déjà bénéficié d'un non-lieu en janvier 1977.

La Cour de sûreté de l'Etat reconnaît donc, trois ans après, que ses dossiers étaient vides. Elle avoue ainsi par la même occasion que c'est sans aucune raison qu'en décembre 1975 on a jeté en prison pour des jours ou des semaines plusieurs dizaines de personnes, fait perquisitionner dans des locaux syndicaux, au siège d'organisations comme la Ligue Communiste Révolutionnaire, fait arrêter des distributeurs de tracts.

C'est que, à l'époque, le mouvement de contestation parmi les soldats se développait et recueillait la sympathie d'organisations syndicales, appartenant notamment à la CFDT, et de militants de partis de gauche. Le gouvernement a alors déclenché une vaste campagne dénonçant les Comités de soldats comme membres d'un complot dirigé de l'étranger pour démoraliser l'armée. La quasi-totalité des moyens d'information s'en sont faits les fidèles instruments.

Un exemple : le Journal du Dimanche **n'hésitait pas à écrire** « Il existe une entreprise concertée, systématique et tout à fait sérieuse de subversion tendant à détruire l'armée », **œuvre de la** « mafia gauchiste internationale » !

Le but était de justifier les atteintes aux libertés d'expression et syndicales pratiquées dans le cadre de la lutte contre les Comités de soldats et, en accusant la gauche de couvrir le « complot », de la forcer à se désolidariser des Comités réprimés. Les partis de gauche ne s'étaient d'ailleurs pas faits attendre pour se mettre au garde-à-vous devant les remontrances des Giscard, Poniatowski et Chirac...

C'est aujourd'hui public : tout cela était bâti sur du vent. On ne peut que s'en féliciter. Mais cela restera ignoré du grand public et ne sera connu que de ceux qui lisent attentivement les entrefilets des journaux...

Quant aux hommes politiques qui ont orchestré ce vaste mensonge, on ne les verra pas pour autant inculpés d'abus de pouvoir, d'abus de confiance envers l'opinion publique. Rien ne les empêche de recommencer à la première occasion.

Philippe NATIER

IRAN

L'aveu de faiblesse du chah

En nommant un nouveau Premier ministre et en annonçant quelques concessions aux musulmans traditionnalistes, le chah a voulu, sans doute, tenter de désamorcer un peu l'opposition à son régime.

Pour autant que l'on puisse en juger aujourd'hui, il n'a guère réussi. C'est ainsi que l'on annonçait que le 30 août, l'Ayatollah Khominy, qui fait figure de principal leader de l'opposition religieuse, avait dénoncé dans un message « l'hypocrisie » du gouvernement, déclarant que ses concessions ne sont que des « tromperies » ; et appelant le peuple à serrer les rangs et à « continuer son mouvement islamique jusqu'au renversement du régime d'oppression et de dictature ». **Quant aux dirigeants de l'opposition politique au chah, ils dénonçaient, de la même façon, l'insignifiance des mesures de « libéralisation » annoncées par le régime. Enfin et surtout, l'effervescence, les manifestations populaires ne semblent pas cesser en Iran.**

C'est qu'en effet, la soi-disant « ouverture » faite par le régime du chah est dérisoire. Le nouveau Premier ministre Charif Emami n'a même pas la réputation d'un libéral ; c'est un des affairistes véreux qui, depuis des années, servent le régime du chah, et s'en servent par la même occasion. Ses seules concessions réelles sont les deux mesures prises pour tenter de se concilier l'opposition religieuse modérée : fermeture des maisons de jeu et rétablissement du calendrier musulman. C'est dire combien elles sont symboliques et concernent peu la population. Le nouveau Premier ministre a bien laissé entendre qu'il pourrait envisager la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques, l'autorisation de nouveaux partis politiques, et la levée partielle de la censure sur la presse, mais sans s'engager à rien de précis.

En fait, il est clair que « l'ouverture » n'est qu'une manœuvre politique du chah pour tenter de gagner du temps, et tenter de sauver l'essentiel de la dictature. Et c'est une fin de non-recevoir aux revendications essentielles du peuple iranien : le départ du chah et la liberté politique, c'est-à-dire la liberté d'expression, la libération des dizaines de milliers d'emprisonnés politiques, la dissolution de la sinistre police secrète du régime, la SAVAK.

Mais, et c'est bien ce qui montre combien le régime est aujourd'hui affaibli, la population n'en est plus à attendre qu'un Premer ministre lui donne les droits qu'elle réclame. Depuis des mois, elle manifeste dans les rues malgré l'interdiction, malgré la répression. Profitant du flottement dans la censure du régime, l'opposition prend maintenant la parole dans la presse. En deux jours, selon le journal Le Monde, **dix-sept partis politiques sont sortis de la clandestinité où ils étaient réduits, et s'organisent maintenant au grand jour. Enfin, le régime n'a pas réussi à exploiter comme il le voulait le terrible incendie du cinéma d'Abadan qui a fait près de 500 morts. La population unanime ne se laisse pas abuser et y voit une provocation sanglante du régime : à Abadan, les manifestations de colère continuent de se succéder.**

Autant d'éléments qui montrent que le régime dictatorial du chah n'est plus en mesure pour l'instant de tenir en respect les masses iraniennes. Le changement de gouvernement est en fait un premier aveu de faiblesse du régime, même s'il cache une manœuvre pour tenter de renflouer la dictature. Et, dans l'immédiat, ce recul tardif du régime ne peut qu'encourager l'opposition et la population à continuer à manifester.

En cela, les masses populaires iraniennes ont déjà battu en brèche la terreur qu'imposait le régime. Quelle que soit maintenant la suite des événements, elles ont déjà remporté cette victoire-là sur la dictature.

YVES MORINIER

Les manifestations populaires ne cessent plus en Iran. La répression policière toujours féroce est impuissance à les arrêter. Ci-dessus, le 29 août, la police frappe des manifestants dans la ville de Tabriz. (Ph. AFP)

Hua Kuo-feng chez le chah : dis-moi qui sont tes amis...

Après sa visite en Roumanie et en Yougoslavie, Hua Kuo-feng, le Premier ministre chinois, continue sa tournée en se rendant en Iran !

Cette visite intervient au moment où la majeure partie de la population iranienne se révolte contre la dictature du chah. En allant en Iran justement à ce moment-là et, plus, en prolongeant sa visite jusqu'au 1er septembre (alors qu'il ne devait y rester que le 29 août), le Premier ministre chinois apporte ainsi son soutien direct à la dictature du chah, contre les masses iraniennes, aux côtés de l'impérialisme américain ou de la très réactionnaire Arabie Saoudite.

Ce n'est pas la première fois, loin de là, que la Chine a choisi de soutenir les pires dictatures. Elle avait ainsi, dans le passé, apporté son appui, entre autres, au général Pinochet ou à Mobutu. Une fois de plus, ses dirigeants montrent dans quel camp ils se rangent : et ce n'est pas dans celui des masses opprimées. Les gouvernements ont changé en Chine. Depuis Mao, la « bande des quatre », responsable, selon les dirigeants actuels, de toutes les « erreurs » politiques passées, a été éliminée, mais la politique est restée la même. Jamais la Chine n'a mené une politique internationaliste, cherchant appui dans le prolétariat du monde entier pour lutter contre l'impérialisme. Toute sa politique, au contraire, n'a été qu'un jeu diplomatique pour se faire reconnaître comme puissance par l'impérialisme, dans le même temps où elle négociait des alliances pour faire front à son puissant voisin : l'Union Soviétique.

Que ce jeu diplomatique l'amène aujourd'hui à soutenir avec ostentation un régime comme celui du chah d'Iran, à se ranger du côté d'une des dictatures les plus sanglantes, et au moment même où elle est mise en cause par sa propre population aux yeux du monde entier, voilà qui est somme toute logique de la part des dirigeants chinois... et bien significatif de la nature de leur régime.

Marianne LAMIRAL

ISRAËL

La psychose de l'attentat

Les attentats ne cessent de se multiplier en Israël et dans les territoires occupés. Le 24 août un tir de roquettes avait été effectué sur le quartier juif de Hebron en Cisjordanie, le lendemain une bombe explosait au mont des Oliviers à Jérusalem et le même jour un engin incendiaire explosait à la bourse du travail de Naplouse. La ville de Jérusalem est particulièrement touchée ; une douzaine d'attentats y ont été commis en une seule semaine.

Au point que les autorités israéliennes ont lancé toute une campagne auprès de l'opinion publique sur le thème « signalez les objets suspects ». Ainsi, affiches et petits films à la télévision, ou pages entières dans les quotidiens où l'on voit le dessin de grands yeux vigilants, appellent les citoyens israéliens à surveiller de près et à signaler à la police tout objet qui leur paraîtrait louche. D'autre part les contrôles se multiplient, les fouilles de sacs personnels sont plus strictes à l'entrée des bâtiments publics, et les voitures en stationnement prolongé sont systématiquement fouillées...

Ainsi la population israélienne est invitée par son gouvernement à s'habituer à vivre dans la psychose de l'attentat, comme elle avait pris, depuis la création même d'Israël celle de vivre en permanence dans un état de guerre ouverte ou larvée.

C'est là le tribut que les Israéliens payent au fait que leur Etat s'est construit sur l'expropriation des autres habitants du pays, les Arabes palestiniens, sur l'expulsion hors de leur pays d'une très grande partie d'entre eux et l'oppression des autres par un Etat basé sur le racisme. C'est la rançon qu'ils payent aussi en raison de la politique expansionniste de leur gouvernement.

Pour la population israélienne, l'ennemi n'est pas le peuple palestinien. C'est son propre gouvernement et cet Etat réactionnaire qui défendent les intérêts de la bourgeoisie israélienne et de l'impérialisme. Il n'y a pas d'autre paix et d'autre sécurité possibles pour les ouvriers et les paysans israéliens que de chercher à construire, avec les Arabes palestiniens, un Moyen-Orient socialiste, où toute exploitation serait bannie et toutes les communautés pourraient vivre.

Olivier BELIN.

TCHAD Du Tibesti à N'Djamena, les chemins du pouvoir

22 janvier 1978 : la poignée de main entre Hissène Habré (à gauche) et le colonel N'Ganinar (à droite) représentant le gouvernement tchadien, lors du ralliement à celui-ci de Hissène Habré. (Ph. AFP)

Hissène Habré, chef du gouvernement du Tchad sous l'autorité du général Malloum, alors qu'il passait pour avoir été son ennemi au temps où il tenait le maquis dans le Tibesti en compagnie des rebelles Toubous, voilà qui est présenté comme un coup de théâtre. A moins, ce qui est plus vraisemblable, qu'il ne s'agisse tout simplement d'une comédie de prétendue réconciliation nationale, préparée de longue date en coulisses.

Hissène Habré est l'homme qui pendant près de trois ans a détenu l'ethnologue Françoise Claustre libérée en février 1977.

Avant de devenir un chef rebelle, il avait fait un stage de formation de sous-préfecture en France et nanti de ses diplômes en 1971 s'était proposé pour réduire la rébellion Toubou au dictateur Tombalbaye, prédécesseur de Malloum jusqu'en 1975. Ce n'est qu'ensuite, après avoir été chargé de mission du gouvernement officiel tchadien auprès du Frolinat, qu'il passa à la Rébellion.

Quant aux « Forces armées du Nord », comprenant un millier de personnes à la tête desquelles Hissène Habré est censé se trouver aujourd'hui au moment de devenir chef du gouvernement, jusqu'à la dernière offensive du Frolinat en avril dernier qui avait provoqué l'intervention massive de militaires français, on n'en avait pas entendu parler.

Les rebelles Toubous n'avaient pas suivi Hissène Habré et c'est pratiquement seul qu'il avait rallié Malloum en janvier 1978, quelques mois avant que la révolte au Tchad ne passe à un stade plus menaçant pour le régime et son commanditaire l'impérialisme français.

On savait qu'à Benghazi en mars de cette année, par Libye interposée, la France avait tenté de mettre sur pied un arrangement qui préserve ses intérêts. L'offensive du Frolinat et les manifestations qui ont suivi en avril et en mai de cette année y avaient coupé court. Depuis, des contacts ont eu lieu entre la France, la Libye et des autorités tchadiennes. Le dernier voyage de Giscard d'Estaing dans l'Empire Centrafricain aurait été l'occasion de nouveaux contacts, au cours du mois d'août.

Mais ce que l'on sait surtout, c'est que les nationalistes qui dirigent la révolte des différentes ethnies qui composent le Tchad, ne visent qu'à remplacer le régime actuel par un autre pouvoir centralisé que les masses n'auront pas plus de moyens de contrôler. Finalement, leurs objectifs ne visent pas tant le bouleversement de l'ordre existant au Tchad, que le changement de ceux qui sont à sa tête. C'est bien pour cela que finalement des individus comme Hissène Habré peuvent aussi facilement passer de la rébellion au pouvoir, que ce soit en s'arrangeant avec les hommes en place ou en les balayant, sans que l'on assiste pour autant à des changements fondamentaux. La dictature cède la place à la dictature, le sous-développement au sous-développement et la dépendance aux grandes puissances à la dépendance aux grandes puissances. Il ne peut en être autrement tant que le combat des opprimés d'Afrique se mène sous le drapeau du nationalisme et sous la direction d'autres classes que le prolétariat.

A la surprise relative que consiste la nomination d'Hissène Habré, pourrait en succéder une autre, celle du ralliement du Frolinat, sans que cela étonne outre mesure. Mais cela n'est pas encore dit, car il pourrait y avoir aussi la surprise inverse : celle des populations en révolte refusant d'être dupes de la comédie et refusant de déposer les armes avant d'avoir leurs revendications propres satisfaites. Elles ne permettraient pas de ce fait aux chefs qui parlent en leur nom de les trahir, et mettraient Hissène Habré dans une situation aussi inconfortable que Malloum ou Tombalbaye l'ont été avant lui.

Louis GUILBERT

AFRIQUE DU SUD

Au plus noir de la nuit

Bubbles M'Pondo et Jannie Beetge, une Noire et un Blanc, ont payé de leur vie le fait de vivre ensemble dans un pays, l'Afrique du Sud, où la loi interdit mariage et relations sexuelles entre personnes de races différentes. On les a retrouvés morts d'une balle dans la tête dans leur appartement, à Johannesbourg, le 25 août.

Bubbles M'Pondo était un mannequin célèbre en Afrique du Sud. Tirant parti de cette notoriété, le couple était connu depuis plusieurs mois pour oser braver ouvertement les lois et les mœurs racistes du pays.

Mais la dignité, les sentiments humains, c'est plus que n'en peuvent supporter les partisans de l'Apartheid dès lors que des différences raciales interviennent. Bubbles M'Pondo et Jannie Beetge ne l'ignoraient certainement pas. Défiant ouvertement l'Apartheid, ils agissaient non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour le droit de tous à la dignité. Cela, les balles de revolver qui les ont tués ne l'effaceront pas.

O.D.

Embargo et hypocrisie des grandes puissances

La publication, en Angleterre, d'un rapport sur les ventes de pétrole à la Rhodésie a fait scandale : il montre en effet qu'après la décision d'embargo à l'encontre de la Rhodésie prise par le conseil de sécurité de l'ONU en 1965 à la demande... de la Grande-Bretagne, les compagnies BP et Shell ont continué tranquillement à approvisionner la Rhodésie en pétrole. Incidemment, ce rapport montre que la Compagnie Française des Pétroles est elle aussi impliquée dans cette affaire, au même titre que les deux entreprises anglaises.

Dans le même temps l'ONU a publié la liste des 593 firmes les plus importantes qui ont tourné l'embargo : elles appartiennent à la plupart des pays capitalistes : Grande-Bretagne, Etats-Unis, Suisse, Canada, France, Pays-Bas, Japon. Et à côté des trois compagnies pétrolières déjà citées, on trouve par exemple Philips, IBM, ITT, Nestlé, Chrysler, Danzas, etc.

Vu l'importance de ces sociétés, et vu l'importance de ces infractions à l'embargo, il est impossible de prétendre que les gouvernements des différents pays concernés aient ignoré ce trafic : en France en particulier, où la CFP, société mixte, fonctionne avec 35 % de capitaux d'Etat.

Ces infractions à l'embargo et leur approbation tacite par les gouvernements des grandes puissances impérialistes ont ainsi permis au régime raciste de Rhodésie de se maintenir.

Qu'importe aux gouvernements des grandes puissances, puisque l'ONU et son embargo étaient là pour sauver les apparences.

J.J.L.

Boycott des Jeux Olympiques... et opportunité politique

Le secrétaire au Foreign Office, David Owen, a déclaré que la Grande-Bretagne pourrait ne pas participer aux Jeux Olympiques de 1980 à Moscou si l'URSS ne respectait pas les droits de l'homme. Il a ajouté : « Les Soviétiques doivent admettre que nous sommes très sensibles aux sentiments de l'opinion publique dans ce pays ».

Ces grands sentiments pourraient l'honorer si son pays mettait de telles conditions pour tout le monde. Mais on n'a pas entendu de sa part le même son de cloche au moment de la Coupe du monde de football en Argentine. Les droits de l'homme seraient-ils respectés en Argentine ? La terreur du régime de Videla est-elle simplement un cauchemar n'ayant aucune réalité ?

Alors, va-t-on effectivement vers le boycott des Jeux Olympiques de Moscou, en 1980, de la part d'un certain nombre de puissances occidentales ?

En fait de grands sentiments, il s'agit bien d'un problème politique, et qui peut évoluer d'ici deux ans. Tout dépendra des relations qui existeront en 1980 entre les deux grandes puissances, les USA et l'URSS.

Si l'on est en pleine guerre froide ou, sans aller jusque-là, si les relations sont simplement très tendues, les Etats-Unis pourraient ne pas participer aux Jeux Olympiques de Moscou. Et soyons sûrs qu'à ce moment-là ils trouveront des raisons tout ce qu'il y a de plus honorables pour boycotter l'URSS. Ils parleront des droits de l'homme non respectés, des hôpitaux psychiatriques, des camps de travail en Sibérie... Par contre si les relations sont au beau fixe, ils iront à Moscou, et la Grande-Bretagne avec eux.

Car en fait la seule chose qui soit ici en jeu ce sont les intérêts politiques des grandes puissances. Les droits de l'homme, dont on peut d'ailleurs par parenthèse se demander où ils sont le plus violés, ne sont dans cette affaire qu'un prétexte. Il se trouve encore des commentateurs, y compris à l'Humanité, pour déplorer que l'on mêle la politique aux manifestations sportives... Mais il est évident depuis belle lurette que si les Etats attachent eux-mêmes l'importance que l'on sait au fait d'organiser chez eux les grandes rencontres internationales comme les Jeux Olympiques, ce n'est pas pour l'amour du sport !

Marie-Claude SOLAC

PORTUGAL

Le chantage d'Eanes

A plusieurs reprises, ces derniers jours, le général Eanes, président de la République portugaise, a agité la menace d'élections législatives anticipées : le 29 août, au cours de la cérémonie d'investiture du gouvernement Da Costa, il déclarait ainsi que si ce gouvernement, qui doit déposer devant le Parlement une motion de confiance, se voyait refuser cette confiance, il « serait forcé de conclure que les partis politiques prétendent anticiper la date des élections ». **C'est-à-dire de dissoudre la Chambre et d'organiser des élections anticipées. Six jours plus tôt, lors d'une conférence de presse, il avait en outre évoqué l'idée qu'en dernier recours, il pourrait être amené à démissionner pour avoir la possibilité, lors de nouvelles élections présidentielles, de se faire plébisciter.**

Eanes se livre ainsi à une sorte de petit chantage à l'encontre des partis politiques, mis devant le fait accompli d'un gouvernement constitué en dehors d'eux. Et le chantage s'exerce d'abord, bien sûr, à l'encontre du Parti Socialiste, principale force parlementaire, qui s'est donné, depuis l'annonce du nouveau gouvernement, une allure d'opposant résolu.

Ce chantage à l'égard des partis politiques parlementaires, montre que la marge de manœuvre d'Eanes est en fait réduite ; il ne dispose pas du soutien, ou même du crédit populaire indispensable pour le rôle qu'il voudrait jouer : ce rôle d'un président au-dessus des partis, pouvant gouverner sans et même contre eux et leur dictant sa loi. Il est en fait réduit — pour le moment — à jouer le « chef d'orchestre » qui vient rappeler aux partis politiques leurs devoirs à l'égard de la bourgeoisie, et à en appeler à leur sens des responsabilités : « Dans la situation présente, la stabilité gouvernementale exige un accord politique... La démocratie pluraliste ne peut se concevoir sans la participation totale des partis... Mais elle ne peut subsister que si les partis prennent la responsabilité d'assurer la stabilité de l'exécutif », **sans oublier d'évoquer au passage, à l'adresse de Soares, l'importance des précédents gouvernements, qui ont contribué à** « la normalisation politique » **du pays.**

Mais c'est tout de même un singulier chantage que de menacer des partis parlementaires, qui se veulent, par définition, démocratiques et électoralistes, d'élections, anticipées ou pas, législatives ou présidentielles.

Si ces partis sont effectivement aussi démocratiques qu'ils le prétendent, ils ne peuvent qu'accepter immédiatement de se voir ainsi renvoyés au jugement des électeurs. On ne voit pas en quoi cela devrait les gêner, tout au contraire : chiche !

Mais justement, si l'on ne peut pas préjuger ce que sera l'attitude des partis en cause et en particulier du Parti Socialiste, il est en fait probable que celui-ci cède au « chantage » d'Eanes, et — par son soutien ou par sa neutralité — permettre au gouvernement Da Costa, qu'il a tant attaqué, de gouverner.

Jean-Jacques LAMY

Nobre Da Costa et Eanes (de gauche à droite) se donnent l'accolade, lors de la prestation de serment du nouveau gouvernement portugais, le 29 août.

Nobre Da Costa : la défense des capitalistes, plus ouvertement encore

Lors de sa prise officielle de fonction le 28 août 1978, Nobre Da Costa, Premier ministre du Portugal, a déclaré dans une interview au **Monde** qu'il maintiendrait la politique d'austérité de son prédécesseur, le ministre socialiste Soares.

Interrogé sur les nationalisations, il a affirmé que d'ores et déjà l'Etat n'intervenait que pour aider les capitalistes en difficulté : « (...) **presque toutes les entreprises contrôlées par l'Etat, souvent d'une manière abusive, ont déjà été rendues à leurs légitimes propriétaires. J'ai beaucoup contribué à cela lors de mon passage au ministère de l'Industrie en 1977. Actuellement l'Etat n'intervient que dans les entreprises en difficulté, comme la métallurgie, Duarte Ferreira, une des plus importantes du pays ».**

A propos de la réforme agraire, il a déclaré qu'il appliquerait la loi et a ajouté : « **Un de mes premiers projets consiste à visiter l'Alentejo, répondant ainsi à une invitation des unités collectives de production. Les ministres socialistes n'ont jamais fait cela. Ils ne se sentent pas à l'aise dans cette région ».** Nobre Da Costa, lui, peut avoir les coudées franches parce que les ministres socialistes qui l'ont précédé ont déjà remis nombre de terres de cette région de l'Alentejo aux mains des propriétaires fonciers, et qu'en plus il n'a pas les mêmes précautions de langage à prendre qu'un ministre socialiste pour mener une politique contre les paysans.

Mais, comme il est bon d'avoir aussi le mot « socialisme » à la bouche, Nobre Da Costa se déclare des sympathies à l'égard du PS... tout en rejetant le socialisme « tel qu'il est compris d'un certain milieu portugais ».

Il n'a pas donné davantage d'éclaircissements sur sa manière toute personnelle de concevoir le socialisme, mais, quand on l'accuse d'avoir servi le capital sous la dictature, il ne conteste pas le fait et il ne se renie pas. Simplement, il répond que les deux dirigeants du Parti Socialiste, Soares et Zenha ont bien été les avocats respectivement de la famille Melo et de Champalimaud, deux des principaux groupes capitalistes portugais.

C'est vrai que Nobre Da Costa ressemble aux dirigeants socialistes, avec qui il a d'ailleurs collaboré dans les deux gouvernements précédents. Il dit seulement plus franchement qu'eux qu'il est là pour gérer au mieux les intérêts des capitalistes portugais.

Jean SANDAY.

ITALIE

Les syndicats veulent limiter le droit de grève

Les syndicats italiens envisagent de proposer une limitation du droit de grève. C'est ce que le secrétaire général adjoint de la C.G.I.L., l'équivalent italien de la CGT, a annoncé récemment à la télévision italienne au nom, également, des autres principales centrales syndicales. Il a justifié cette proposition par la nécessité d'assurer notamment les services publics.

Cette prise de position intervient justement dans une période où les travailleurs italiens ont mené de nombreuses grèves notamment dans les services publics. Des grèves ont eu lieu chez les cheminots et dans les transports aériens. A la fin du mois de juillet, au moment des départs en vacances, les marins des navires effectuant le trafic avec les îles, notamment avec la Sardaigne, ont fait grève, bloquant de nombreux touristes dans les ports.

De plus, du fait de la politique des grandes centrales syndicales italiennes qui appuient l'austérité gouvernementale, et ne prennent donc pas la tête des revendications, c'est souvent sous la direction de syndicats autonomes que ces grèves ont eu lieu, et elles échappent au contrôle des grandes centrales. En tout cas, les travailleurs tentent de riposter ainsi aux attaques de la bourgeoisie, laquelle voudrait bien, en Italie aussi, continuer à faire payer les frais de la crise aux travailleurs.

Face à cette situation, la CGIL et les autres centrales syndicales ne trouvent rien de mieux à proposer que de limiter le droit de grève ! La politique qu'ils entendent mener réellement va toujours dans le même sens : aider la bourgeoisie italienne à tenir le coup aux dépens des intérêts des travailleurs.

C'est ainsi que, dans les périodes de crise, on constate encore plus combien les appareils syndicaux font le travail de la bourgeoisie. Alors qu'habituellement, ils se contentent de maintenir les revendications des travailleurs dans le cadre du système et d'éviter les débordements, en période de crise, cela ne suffit plus. La bourgeoisie demande alors aux dirigeants syndicaux de soutenir ouvertement sa politique, ce que font les syndicats italiens en apportant leur appui à l'austérité.

Mais cette politique des syndicats est difficile à faire accepter aux travailleurs qui veulent lutter quand même pour leurs revendications. Alors, comme aujourd'hui en Italie, ils réclament, au nom de « l'autodiscipline », une réglementation du droit de grève. C'est-à-dire qu'ils sollicitent ouvertement l'intervention de nouveaux règlements, donc de la législation, des tribunaux et des flics, bref de l'Etat, pour les aider à contenir les revendications des travailleurs.

Ce faisant d'ailleurs, les appareils syndicaux scient la branche sur laquelle ils sont assis. Ils avouent leur incapacité à jouer, seuls, pleinement leur rôle d'encadrement des travailleurs. Et plus l'Etat interviendra directement pour remplacer les appareils syndicaux afin de maintenir la classe ouvrière en place, moins ce même Etat et la bourgeoisie italienne auront besoin des syndicats pour jouer ce rôle.

Claude CHARVET

Un jour de grève à la gare centrale de Milan.

DOSSIER

L'EGLISE AU SERVICE DES PUISSANTS

On ravale la façade, rien de plus

On a parlé beaucoup des innovations de Jean XXIII et de son successeur Paul VI. On dit à leur propos que l'Eglise est en train de se rénover, de se transformer profondément. Des encycliques novatrices sur la « Paix », le « Progrès des peuples » ou la condition ouvrière montreraient que l'Eglise est en train de se transformer profondément. Les voyages du pape dans de nombreux pays du monde, les accords conclus avec les Etats de l'Est sont aussi présentés comme le signe d'une ouverture vers tous les pays, tous les régimes, même ceux qui se réclament du communisme.

Mais dans l'Eglise catholique, on fait figure de novateur et d'homme de progrès à bon compte. Car ces mêmes Jean XXIII et Paul VI n'ont pas oublié de cautionner encore bien des crimes contre les opprimés, dont le christianisme se prétend pourtant le défenseur.

A part quelques lamentations pontificales sur la violence et les excès de la répression, où et quand les grands dignitaires de l'Eglise s'en sont-ils clairement pris à l'impérialisme américain pendant la guerre du Vietnam ? Le pape a-t-il jamais condamné les évêques américains qui bénissaient les armées qui partaient ? Et si le pape, le 7 octobre 1973, a fini par parler de « répression violente » et « inhumaine » au Chili, c'est bien parce qu'il y était poussé par une partie de l'Eglise chilienne qui avait joué la carte de Allende. Et c'est cette timide condamnation — sans un mot contre le régime de Pinochet — qui serait un geste audacieux !

Il est encore d'autres domaines où l'Eglise montre qu'elle n'a pas changé. Encyclique sur le « Progrès » ou pas, l'Eglise n'en démord pas de ses condamnations de l'avortement, de la pilule. Et quand elle a de l'influence sur les Etats, comme en Italie, c'est pour peser de tout son poids pour le maintien des lois réactionnaires et dépassées : ne fut-elle pas contre la reconnaissance du divorce en Italie ?

Non, si l'Eglise change sur certains points aujourd'hui, si elle ravale un peu sa façade et si le pape fait un peu partout sa tournée des popotes, sans trop bouder ses collègues protestants, orthodoxes ou juifs, ni les chefs d'Etat athées, ce n'est pas pour défendre enfin, même dans ce bas monde la cause des opprimés.

C'est tout simplement pour survivre.

Le poids social et l'audience de l'Eglise catholique dans les pays occidentaux a sérieusement diminué. Les USA, la première puissance capitaliste, ne sont pas majoritairement catholiques — tant s'en faut. L'URSS, la Chine échappent à l'emprise du catholicisme. Dans les anciens empires coloniaux des pays occidentaux, le catholicisme recule tandis que le poids de l'islam s'accroît. Alors, l'Eglise ne peut s'enfermer dans un superbe mépris sans risquer de s'isoler davantage : d'où la politique d'ouverture aux autres religions et à tous les régimes.

D'autre part l'Eglise est aussi menacée par un autre tarissement, celui des vocations. L'Eglise a besoin de son appareil pour exister, or depuis des années l'Eglise recrute beaucoup moins. L'époque où entrer dans les ordres, se faire moine ou curé, pouvait représenter une ascension sociale dans les pays occidentaux — une vie aisée et quelques privilèges valaient bien une messe et quelques vœux — est révolue. Avec la hausse du niveau de vie et la baisse de la foi, entrer dans le clergé ne fournit plus tellement de privilèges ni tellement de considération. C'est sans doute une des raisons qui ont poussé l'Eglise à promouvoir dans tous les pays du tiers-monde un clergé autochtone et qui ont poussé la plupart des ordres religieux à recruter plus massivement dans ces mêmes pays, en particulier en Amérique latine.

Pour tenter de conserver son clergé, pour le renouveler, l'Eglise est obligée d'envisager des réformes facilitant leur vie (mariage des prêtres) ou leur apostolat (messe en français, aspect moins rébarbatif de la religion), mais cela ressemble moins à un souffle nouveau de l'Eglise qu'à des efforts tous azimuts pour se maintenir.

Et les résistances à la modernisation qui existent en son sein ne prouvent pas sa hardiesse, mais bien au contraire à quel point elle est un corps réactionnaire et conservateur.

QU'EST-CE ?

CONCILE

Assemblée d'évêques et de théologiens qui décide des questions de doctrine et de discipline concernant l'Eglise.

Les conciles chrétiens datent de la fin du IIe siècle. Les évêques qui y participent prennent le nom de « pères ». Ces conciles sont dit œcuméniques lorsque, convoqués par le pape, ils rassemblent tous les évêques.

CONCLAVE

Assemblée des cardinaux pour élire un pape, dans un lieu fermé à clé parce qu'ils ne peuvent en sortir avant que l'élection soit faite.

ENCYCLIQUES

Ce sont des circulaires solennelles adressées par le pape à l'ensemble des catholiques, ou aux évêques d'un pays. Elles sont désignées par les premiers mots de leur texte latin.

Un nouveau pape pour une vieille église

Ainsi le nouveau pape, Jean-Paul 1er, vient d'être élu par les 115 cardinaux convoqués à Rome. Il aura suffi cette fois de quatre tours de scrutin pour que les grands dignitaires de l'Eglise choisissent, selon la plupart des commentateurs, un « pape de compromis », entre ceux qui voulaient continuer la politique de relative ouverture de Jean XXIII puis Paul VI, et ceux qui voulaient un retour à une Eglise plus traditionnelle. Et tous de souligner qu'Albino Luciani, patriarche de Venise, devenu Jean-Paul 1er, est le fils d'un pauvre ouvrier socialiste.

Toujours est-il que, par la vertu de ce vote dicté, affirme-t-on dans ces respectables lieux, par l'esprit saint, ce nouveau pape devient le chef infaillible de cette Eglise d'un autre temps qui reste néanmoins, même si son rôle n'a plus rien à voir avec celui qui était le sien à d'autres époques, une force à l'échelle internationale.

Il y aurait actuellement de par le monde environ 700 millions de catholiques présumés, c'est-à-dire de baptisés. Ce chiffre donne indiscutablement une image optimiste de l'implantation et du rayonnement de l'Eglise catholique car bien peu de baptisés se sentent membres de l'Eglise. Mais, néanmoins, ce chiffre, le fait qu'il y ait des chrétiens et une Eglise catholique organisée dans la plupart des pays du monde, prouvent que l'Eglise continue de jouer un rôle, de second plan peut-être, mais un rôle tout de même à l'échelle du monde.

L'Eglise catholique, qui est sans doute la plus structurée, la plus organisée des églises, a toujours été une force politique et aujourd'hui les dirigeants du monde entier qui, de Carter à Castro en passant par Amin Dada, ont célébré le deuil de Paul VI et saluent aujourd'hui le nouveau pape, reconnaissent ce haut dignitaire de l'Eglise comme un des leurs. Et ils ont raison, car le pape, qu'il s'appelle Paul VI, Pie XII, ou Jean XXIII, est effectivement un des leurs. Si l'Eglise a gardé un rôle dans la société actuelle, dans le monde capitaliste, c'est parce qu'elle a su aider les puissants à exploiter les pauvres. Si aujourd'hui elle est encore implantée en Amérique latine, en Afrique, dans certains pays d'Asie, c'est parce qu'elle n'a pas rechigné à faire partie des bagages des armées impérialistes ; c'est parce que, sous couvert de mission d'évangélisation, elle est allée prêter main-forte à ceux qui ont appauvri, condamné au sous-développement, des régions entières du monde. C'est parce que, dans toutes les puissances capitalistes d'Europe, elle lutte pour le maintien de l'ordre établi.

C'est ce rôle historique de l'Eglise qui lui a valu sa place à côté des grands de ce monde. Et ceux-ci savent bien que même si aujourd'hui l'impact moral et politique de l'Eglise a diminué, ils peuvent encore compter sur elle pour œuvrer dans le même sens. Car même si les puissants et les oppresseurs ont d'autres armes que les suaves paroles de l'Eglise pour tenter de faire taire la colère des opprimés, s'ils ont pu voir que celles-ci n'empêchaient rien, ils n'ont néanmoins pas de raison de repousser un tel atout.

Sans doute ce visage réactionnaire n'est-il pas le seul qu'ait l'Eglise. A plusieurs reprises, dans le passé comme aujourd'hui, des courants se sont développés en son sein, favorables à un catholicisme moins au service des riches et des couches réactionnaires qui l'ont toujours soutenue.

Aujourd'hui, dans le clergé, dans la haute hiérarchie, et même au niveau du pape, on parle périodiquement de réforme.

Mais les chrétiens qui veulent changer le monde se trompent s'ils pensent que l'Eglise catholique peut choisir de défendre un jour la cause des opprimés.

L'Eglise catholique restera une force réactionnaire tant qu'elle existera. Tant que, la société étant divisée en classes, les exploiteurs auront besoin de religion et d'obscurantisme pour endormir les peuples. Tant que les profiteurs du monde garantiront les privilèges de ce corps social parasitaire hérité du Moyen Age.

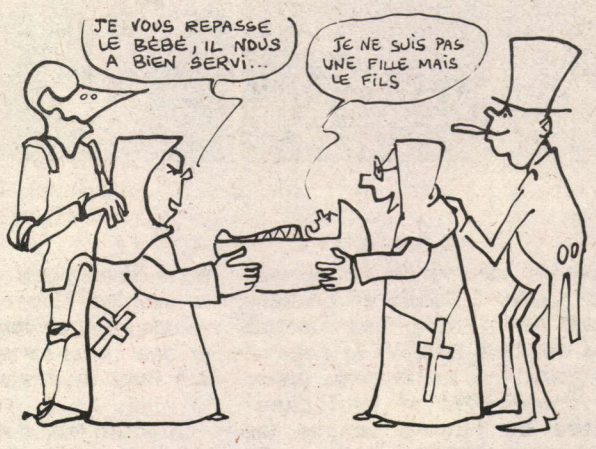
Voici le nombre de fidèles pour les principales religions. Ce sont bien sûr des évaluations :

— Catholicisme : 709 millions de baptisés ;
— Islamisme : 500 millions ;
— Hindouisme : 467 millions ;
— Bouddhisme : 302 millions ;
— Confucianisme : 305 millions ;
— Animisme : 192 millions ;
— Taoïsme : 52 millions ;
— Judaïsme : 15 millions ;
— Sikisme : 8 millions ;
— Jainisme : 2 millions.

DOSSIER

L'EGLISE AU SERVICE DES PUISSANTS

Fille de la féodalité... adoptée par la bourgeoisie



UNE INSTITUTION TOUTE-PUISSANTE AU MOYEN AGE...

L'Eglise catholique ne tient pas son importance de la force de ses idées, ni du souffle de l'esprit-saint. Si l'Eglise catholique est encore une force politique et sociale aujourd'hui, c'est parce qu'elle a été un temps une grande puissance supra-nationale, parce qu'elle a joué un rôle économique, social, politique et culturel énorme pendant toute une période de l'histoire de l'Europe.

Mais il y a loin du Moyen Age au XX° siècle, et force est de constater que l'Eglise a su survivre à cette époque et qu'elle a su, même si ce lui fut difficile, s'adapter aux bouleversements sociaux.

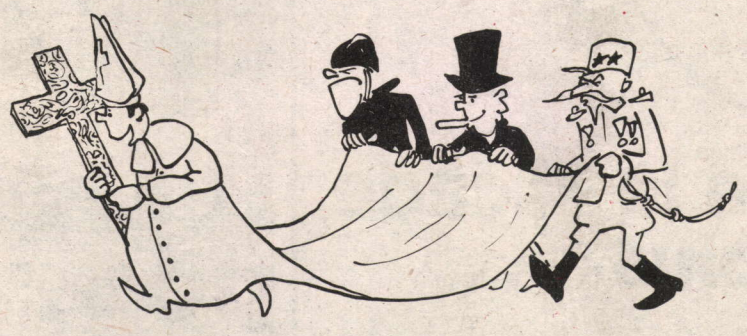
Dans un Moyen Age bouleversé, basé sur une économie rurale et où le pouvoir politique est émietté, le christinaisme fut un ciment et l'Eglise — structure, au début, purement religieuse — fournit un cadre politique et social qui donna une cohésion aux sociétés occidentales. Dans toute cette période, le pouvoir temporel de l'Eglise est immense, son rôle social et politique déterminant, et le clergé une caste sociale très nombreuse, dont les sphères dirigeantes sont intégrées à la noblesse.

MENACEE PAR LA MONTEE DE LA BOURGEOISIE...

Mais dans cette société médiévale occidentale se développait une classe sociale nouvelle, la bourgeoisie, qui allait bousculer l'ordre social mis en place par la féodalité. En même temps que la vieille noblesse résistait, les couches supérieures du clergé, qui lui étaient intimement liées, résistaient. Et l'Eglise catholique mit du temps à se transformer et à s'intégrer aux couches dirigeantes de la société bourgeoise. Elle résista.

Elle interdit par exemple les prêts avec intérêts, très longtemps, trop longtemps, jusqu'à ce qu'une partie de la bourgeoisie la rejette. Et le protestantisme se développa sans doute en grande partie à cause des violentes résistances de l'Eglise catholique à s'adapter aux transformations sociales qui marquèrent la fin du Moyen Age. Et c'est les armes à la main et jésuites en tête que l'Eglise catholique s'est imposée dans un monde que la bourgeoisie était en train de dominer et a reconquis, dans les monarchies européennes en train de se constituer, une place politique privilégiée.

Le Vatican, puissance capitaliste : UN SYMBOLE



La richesse du Vatican, ce n'est pas seulement l'ensemble des monuments, des palais, des musées, des œuvres d'arts de la Cité du Vatican et des innombrables maisons religieuses de Rome. Tout cela n'en est que la partie visible. L'autre partie, invisible — et d'ailleurs cachée —, est constituée par un stock d'or, des fonds déposés dans de grandes banques suisses ou américaines, des valeurs mobilières et des immeubles de rapport. Les autorités du Vatican ne nient d'ailleurs pas l'existence de ce « trésor », mais elles n'en ont jamais donné la valeur : de fait, aucun inventaire n'a jamais été fait et publié. Et les autorités papales se sont bornées à démentir les estimations qui en ont été données successivement.

Ce capital trouve principalement son origine dans l'indemnisation, d'un montant de 750 millions de lires, versée par l'Etat italien au pape lors des accords de Latran, en 1929. Cet argent, géré par un organisme spécialement créé, « l'Administration spéciale des biens du Saint-Siège », sous la responsabilité d'un laïque, financier et homme de confiance du pape, Bernardino Nogara, a été investi dans divers secteurs de l'économie italienne : il ferait aujourd'hui du Vatican une puissance financière de premier plan.

Quelle est l'étendue exacte de cette puissance, c'est là un secret bien gardé.

Le Vatican possède des actions dans d'innombrables sociétés de tout genre. D'après Lo Bello, journaliste américain, auteur en 1968 du livre L'or du Vatican, **celui-ci était majoritaire dans la société Italgas, qui a l'exclusivité de la distribution de gaz dans 36 villes d'Italie, dans un certain nombre de compagnies d'assurances et d'organismes de crédit, dans sept grandes banques d'Italie du Nord, dans la SGI (Societa Generale Immobiliare), l'une des plus importantes entreprises de construction italiennes, contrôlant elle-même en tout ou partie 50 autres sociétés, hôtels, usines sidérurgiques, chimiques, etc., et des filiales aux USA, au Canada, en France... Toujours d'après le même auteur, le Vatican possède d'importants capitaux dans la SNIA-Viscosa, première usine italienne de textile, dans la Montecadini-Edison, l'une des plus importantes sociétés italiennes (dont B. Nogara, l'homme de confiance de Pie XII, occupa longtemps un fauteuil au conseil d'administration), dont le champ d'activité s'étend aux mines, à la métallurgie, aux produits pharmaceutiques, aux fibres textiles, à la production d'énergie électrique ; dans le groupe des aciéries Finsider (120 millions de francs de bénéfices annuels) ; dans la société Alfa-Roméo (second constructeur italien d'automobiles) ; dans la SFT, première compagnie téléphonique d'Italie ; et dans de nombreuses autres sociétés, touchant à tous les domaines : sucre, éditions, mines, pâtes alimentaires, dynamite et munitions, etc.**

Depuis, le Saint-Siège aurait modifié sa politique d'investissements : réduisant sa participation dans les sociétés où il était un des principaux actionnaires, et investissant de plus en plus à l'étranger. C'est ainsi qu'il a vendu récemment ses actions de la SGI.

ECARTEE DU POUVOIR POLITIQUE...

Mais les positions qu'elle sut asseoir pendant le XVI° et le XVII° siècles subirent d'autres assauts de la part de la bourgeoisie. Pour construire des Etats totalement à son service, la bourgeoisie eut besoin d'évincer les anciennes couches dirigeantes et de construire des Etats totalement à son service. L'Eglise ne pouvait plus jouer, dans les Etats bourgeois, qu'un rôle politique d'appoint.

Néanmoins, cette bourgeoisie, une fois au pouvoir, a su très vite s'en servir pour son propre usage, afin de contribuer à affermir et légitimer sa domination aux yeux des masses populaires. Les grands bourgeois savent brocarder la religion entre eux, montrer de l'anticléricalisme dans le privé, et toutefois se rendre à la messe lorsque leurs intérêts le commandent.

Dans toute société de classes, ce qui peut servir un tant soit peu à maintenir les exploités dans le calme et la résignation est toujours bon à prendre pour les possédants.

L'EGLISE S'ADAPTE A PAS DE TORTUE...

Mais pour cela, il a tout de même fallu que l'Eglise sache se transformer, s'adapter. Car la transformation capitaliste du monde au XIX° siècle a représenté pour elle un tournant de son histoire.

Les choses n'ont pas été rapides : il lui a fallu plus d'un siècle pour admettre officiellement dans sa doctrine les principes qui sont à la base de la République bourgeoise. Ce n'est que le concile Vatican II (1962-1965) qui y a introduit la reconnaissance officielle et pour toute l'Eglise, des droits de l'homme et des institutions démocratiques. Il était temps !

La reconnaissance de ces principes du libéralisme politique, qui sont ceux de la bourgeoisie à son apogée, il avait fallu des décennies de luttes au sein de l'Eglise elle-même pour les faire admettre par la hiérarchie catholique et le pape à sa tête. En 1832, le pape condamnait Lamennais ; en 1864, c'était Montalembert. C'est ainsi que le **Syllabus** de Pie IX, **« catalogue des principales erreurs de notre temps »**, condamnait formellement la proposition selon laquelle **« le pontife romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ».**

Il faut bien dire qu'à l'époque du **Syllabus** elle était menacée directement dans son existence toute terrestre par le mouvement d'unification nationale de l'Italie, qui réduisit peu à peu ses Etats à la seule région de Rome, d'où le pape fut même finalement chassé à la fin de 1870, alors que Rome était annexée, comme capitale, au Royaume d'Italie. Pie IX s'enferma alors au Vatican, où il se considérait comme prisonnier, et cela dura jusqu'à Mussolini.

ET NON SANS RETICENCES !

C'est dans ces temps difficiles qu'un nouveau pape, Léon XIII, sut trouver l'inspiration divine nécessaire pour composer avec le diable... Ainsi, en 1888, il admettait qu'il puisse parfois être légitime de désobéir, lorsque **« le commandement est contraire à la raison, à la loi éternelle, à l'autorité de dieu ».** Et, à propos des « libertés modernes » (presse, pensée, enseignement), il formulait une sorte de théorie du moindre mal : l'Eglise **« ne les préfère pas en elles-mêmes, mais elle juge expédient de les permettre ».** Il donnait d'ailleurs le signal du ralliement à la République en France en 1892.

Limiter les dégâts pour l'Eglise, avec souplesse, cela a toujours été depuis une règle de la politique du Vatican. Elle a d'ailleurs, ce faisant, rencontré des difficultés au sein de ses propres troupes, dont une partie importante en tout cas au début du siècle en France restait royaliste et attachée au passé de l'Eglise. Ce n'est d'ailleurs qu'en 1926 que le pape se démarqua de l'Action Française.

Il faisait ainsi sa paix avec la III° République, à la même époque où il la faisait en Italie avec la dictature de Mussolini.

Et si d'ailleurs, au fil des temps, l'Eglise catholique a été amenée pour se maintenir à se donner une façade plus tolérante que du temps de l'Inquisition, si aujourd'hui elle sait s'accommoder des divers régimes politiques de par le monde, son cœur penche toujours plus volontiers, c'est évident, à droite qu'à gauche.

Il apparaît néanmoins comme une puissance financière considérable.

Diverses estimations de cette puissance ont été tentées. Elles varient de 350 milliards à 8 000 milliards de lires. Elles ont bien sûr toutes été démenties par le Vatican.

Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que le Vatican est solidement implanté dans la société capitaliste. Et il ne s'agit là que du Vatican. En fait, dans tous les pays, l'Eglise apparaît comme une puissance financière de premier plan.

Cette puissance, elle est le résultat de son rôle au service des classes dominantes et de ses liens directs avec celles-ci. En retour, d'ailleurs, elle range l'Eglise dans le camp des exploiteurs et des possédants, de ceux qui veulent défendre les privilèges dont elle jouit, elle aussi.

Et il y a loin de l'idéologie chrétienne de la pauvreté à la richesse réelle de l'Eglise : la glorification de la pauvreté n'a pas d'autre but pour elle que de tenter de faire accepter aux opprimés une oppression dont elle est un des bénéficiaires.

Un appareil puissant, secrété au fil des siècles

L'Eglise catholique possède un appareil nombreux, centralisé autour du pape, et qui encadre l'ensemble des fidèles. C'est par tout ce clergé; et plus particulièrement le clergé dit « séculier », c'est-à-dire les prêtres en contact direct avec la population, qu'elle exerce son influence.

Les organismes de base, les paroisses dirigées par un curé, assisté éventuellement d'autres prêtres, sont regroupés en diocèses : ce sont des circonscriptions administratives qui en France sont grosso modo de la taille d'un département, avec à leur tête un évêque ou un archevêque (qui supervise, lui, plusieurs diocèses). C'est parmi ces évêques et archevêques (ils sont 135 en France) que le pape choisit les cardinaux. Et la boucle est ainsi bouclée : ce sont les évêques qui ordonnent les prêtres, le pape qui nomme les évêques et les cardinaux, ces cardinaux qui éliront ensuite le prochain pape. Pour la stabilité de l'institution, rien de tel !

Mais l'Eglise a de nos jours de plus en plus de mal à recruter. Il y avait par exemple 441.000 prêtres dans le monde en 1969 pour un nombre de catholiques évalué à 606 millions (évaluation très large, qui compte non pas les pratiquants mais les baptisés, ou même les présumés tels) ; il n'y en avait plus que 404.783 au recensement officiel de l'Eglise de 1975, pour une population catholique estimée à 710 millions. Et sur le plan de cette baisse des effectifs religieux, la France, qui est un des pays qui compte le plus de prêtres, juste après l'Italie et les Etats-Unis, est un exemple caractéristique : ils étaient 54.000 en 1965 et ne seraient plus aujourd'hui que 36.000. C'est que le nombre de jeunes qui sont ordonnés prêtres chaque année ne cesse de diminuer : 946 en 1950, 646 en 1975, 136 en 1976... Une crise de recrutement qui se fait sentir partout, y compris en Italie où le nombre de séminaristes a baissé de 54 % en six ans.

A côté de ce clergé chargé directement de l'encadrement des fidèles, se trouve le clergé « régulier », c'est-à-dire les moines et religieuses. En France on compte actuellement un peu plus de 20.000 religieux et environ 110.000 religieuses. Ces moines et moinesses sont répartis en divers ordres et congrégations ayant leur propre hiérarchie, dirigées par un supérieur général de l'ordre, tous « infailliblement » chapeautés, bien sûr, par le pape.

Ces ordres, apparus surtout au cours du Moyen Age, ont accumulé d'immenses richesses et biens fonciers, qui faisaient jadis leur puissance. Ils se sont développés généralement en fonction des besoins particuliers de l'Eglise : les dominicains pour combattre contre les cathares, les jésuites pour s'opposer à la montée du protestantisme... Si elles ne sont plus qu'un pâle reflet de ce qu'elles ont été, les congrégations religieuses possèdent encore d'immenses biens, qui constituent une grande part de la richesse de l'Eglise.

On le voit donc, si l'Eglise connaît une crise de recrutement qu'aucune des réformes envisagées, y compris l'ordination d'hommes mariés, ne pourra enrayer, le pape reste encore, avec 400.000 prêtres, auxquels s'ajoutent les membres de 150 ordres religieux différents, le chef d'un appareil de mystification et d'ordre considérable et fortement structuré.

Les mauvaises fréquentations

La signature des accords du Latran (11 février 1929) par lesquels le gouvernement de Mussolini reconnaissait la souveraineté du Pape dans l'Etat du Vatican.

POUR LE VATICAN...

Les dirigeants de l'Eglise catholique n'ont pas craint de cautionner les forces politiques les plus réactionnaires. Ce n'est pas une nouveauté. Et toute la période qui précéda, comprit et suivit la Deuxième Guerre mondiale en fournit de multiples preuves.

● MUSSOLINI « UN HOMME PROVIDENTIEL »

Pour le pape Pie XI, Mussolini fut un **« homme de la providence »**. Et il faut dire que le pape n'aura pas eu trop à se plaindre de sa collaboration avec le Duce, même si leurs relations furent parfois tendues, dit-on.

Chassé des Etats pontificaux au moment où se constitua l'unité italienne, en 1870, le pape chercha pendant des années un compromis avec l'Etat italien et, en attendant, s'estimait prisonnier dans Rome. Mussolini fut l'homme de ces négociations tant attendues.

A partir de 1926, des discussions eurent lieu. Et en 1929 furent signés les accords de Latran : tandis que Pie XI reconnaissait le Royaume d'Italie avec Rome comme capitale, le gouvernement italien, de son côté, reconnaissait la souveraineté du pape sur un territoire de 44 hectares (l'Etat de la Cité du Vatican), ce qui lui assurait l'indépendance réclamée depuis Léon XIII. Parallèlement, un concordat était signé entre le Saint-Siège et l'Etat italien, qui garantissait à l'Eglise catholique une position privilégiée dans l'éducation de la jeunesse et le maintien du mariage chrétien.

Sans doute y eut-il quelques querelles entre le pape et Mussolini à propos des problèmes de la jeunesse ou de sa politique antisémite. Mais cela n'empêcha pas le pape de cautionner la politique impéraliste de l'Etat italien et de ne pas dénoncer l'intervention italienne **en Ethiopie.** Bien mieux, d'après l'ouvrage **L'or du Vatican,** il semblerait sûr que c'est une fabrique d'armes contrôlées par le Vatican qui vendit des armes à l'Etat italien.

La puissance temporelle de l'Eglise n'a décidément pas d'odeur.

● HITLER, UN ALLIE CONTRE LE COMMUNISME

L'histoire des relations entre la Papauté et Hitler fut sans doute plus tortueuse. Il n'empêche que dès avril 1933 le Vatican, par l'intermédiaire de son secrétaire d'Etat, le cardinal Pacelli, futur Pie XII, a commencé de négocier un concordat avec l'Etat nazi.

Cela n'empêcha pas Hitler de s'en prendre à de nombreux catholiques, ni le pape de s'en prendre à certains aspects trop « païens » et trop violemment racistes du nazisme. Mais jamais la condamnation du fascisme allemand ne fut — et de loin — aussi virulente que la condamnation à pareille époque du communisme, qualifié alors **« d'intrinsèquement pervers ».**

La mansuétude pontificale vis-à-vis des crimes des nazis fut sans doute pour bien des catholiques dure à avaler. D'autant plus que les distances prises par Pie XII vis-à-vis de l'Allemagne, après l'entrée en guerre des Etats-Unis, était plus dictée par le souci de ne pas déplaire à la plus grande puissance capitaliste qu'à un vertueux et tardif remords.

Mais le refus de Pie XII de partir en guerre contre le fascisme allemand n'est en fait pas surprenant : l'Eglise catholique n'a attendu ni le XX^e^ siècle ni Pie XII pour cautionner ou bénir les pires crimes contre l'humanité.

● FRANCO, UN AMI

Sous la République espagnole, la hiérarchie catholique appuya les partis de droite qui voulaient la fin de ce régime. Et cette attitude des milieux catholiques aviva un peu plus la haine du clergé répandue dans certaines régions pauvres et dans une partie de la classe ouvrière espagnole. Et au moment du soulèvement de Franco, l'Eglise espagnole se retrouva presque tout entière dans les rangs franquistes.

Le Vatican épousa sans nuance la cause de ceux qui s'appelèrent eux-mêmes les « croisés ». Pie XI donna, **« par-dessus toute considération politique terrestre »,** sa bénédiction à **« tous ceux qui ont assumé la tâche difficile de défendre et de restaurer les droits et l'honneur de Dieu et de la religion »,** tandis que quelques années plus tard son successeur, toujours le même Pie XII, saluait en avril 1939 **« la victoire de l'Espagne catholique ».**

En 1941, un accord provisoire était signé entre Franco et le Saint-Siège. Et en 1953 un concordat confirmait l'Eglise espagnole dans un certain nombre de privilèges et dans une situation de quasi-monopole sur le plan de l'enseignement.

— Le régime de Vichy — soutenu par l'Eglise de France

Quelques citations du cardinal Gerlier illustreront, mieux que des discours, comment l'Eglise sait se faire une raison en présence des différents régimes politiques, et en particulier comment elle sut le faire en présence du régime de Vichy.

Juin 1940, la défaite de l'armée française : « Tous les cœurs français saignent douloureusement. Il faut l'autorité unique de Pétain et de Weygand, si magnifiques dans le sacrifice qu'ils font à la patrie, pour que nous acceptions des perspectives qui nous font envier les disparus. »

19 novembre, il l'accueille en sa cathédrale (à Lyon) : « Pétain, c'est la France ; et la France, aujourd'hui, c'est Pétain ». *Phrase célèbre et significative. Dans Pétain, Mgr Gerlier voyait à la fois* « un père qui réconforte et un chef qui dirige ». *Et aussi le chef d'un Etat pourvoyeur de subventions aux écoles libres, sans aucun doute...*

« Travail, famille, patrie », ces trois mots sont les nôtres », *dira encore le cardinal. Et l'Eglise sut en effet s'associer aux Chantiers de Jeunesse du régime et à ses tentatives pour relancer les corporations professionnelles, au cœur même d'ailleurs de sa doctrine « sociale ».*

Pour qu'il ne soit pas dit que l'Eglise met tous ses œufs dans le même panier, l'Eglise en France, et Gerlier lui-même, vont en même temps organiser quelques bonnes œuvres en faveur des Juifs pourchassés. Et elle sut s'en prévaloir à la fin de la guerre.

Mais ceci n'enterre pas cela...

Lors d'une manifestation de la Légion des Volontaires Français (LVF) au Vel'd'Hiv en avril 1944 : une partie au moins du clergé français sut s'accomoder de la présence nazie...

DOSSIER

L'EGLISE AU SERVICE DES PUISSANTS

La religion au service des pauvres : une utopie

Les problèmes posés par le développement de la classe ouvrière et la montée de ses luttes, le fait que ses membres, de plus en plus nombreux, échappaient à l'influence de la religion et se tournaient vers les idées socialistes ne fut pas un mince problème pour l'Eglise catholique.

Mais la conscience chez de nombreux chrétiens que l'indifférence de l'Eglise aux problèmes ouvriers devait cesser, correspondait et correspond encore à des positions bien différentes.

Individuellement, socialement et politiquement, il y a de grandes différences entre les partisans d'un catholicisme social destiné à faire pièce au marxisme et ceux qui, à partir de problèmes sociaux, contestent la politique réactionnaire de l'Eglise et se sentent solidaires et partie prenante des combats des opprimés.

Mais il est évident que, si les uns et les autres ne se ressemblent pas, les catholiques les plus contestataires n'en servent pas moins, qu'ils le veuillent ou non, les intérêts de l'Eglise.

Catholicisme "social" et réactionnaire

Quelques catholiques essayèrent dès le début de se préoccuper du problème des rapports entre l'Eglise et la classe ouvrière, et ce fut le pape Léon XIII (encyclique Rerum Novarum **de 1891, sur la condition des ouvriers) qui jeta tardivement les bases de la doctrine sociale de l'Eglise, voulant ainsi préserver l'avenir.**

Les premiers « catholiques sociaux » ne se voulaient pas d'avant-garde. Certains, groupés autour des « Cercles catholiques d'ouvriers », étaient carrément hostiles aux « faux dogmes de 1789 », partisans de la « rupture avec le libéralisme en religion, en économie, en politique ». Et évidemment, pour eux, si la répression de la Commune fut fratricide et bien douloureuse, elle n'en fut pas moins nécessaire. Ils disaient d'eux-mêmes : **« Nous sommes la contre-révolution ».**

Ce qu'ils préconisaient, c'était une économie « charitable », dite aussi « chrétienne », dans laquelle les classes se rapprocheraient dans un sentiment fraternel et dans l'amour de dieu. Mais la charité chrétienne est une chose, et l'attitude envers les ouvriers en lutte une autre : **« Rien de plus blâmable que la faiblesse montrée par l'administration et la police aux ouvriers qui, durant les grèves, prétendent empêcher leurs camarades de travailler ; rien de plus démoralisant que les décrets qui, à la fin de chaque grève, portent remise de leur peine aux hommes condamnés pour entrave à la liberté du travail. Par cette coupable condescendance, les autorités publiques tendent à fausser dans les masses la notion du droit et la notion de liberté, en même temps qu'elles poussent l'ouvrier à se jeter légèrement dans les grèves, au détriment de tous les intérêts publics ou privés ».** (A. Leroy-Beaulieu, en présentation de l'encyclique de 1891 sur la condition des ouvriers).

Par la suite, le « catholicisme social » s'est développé dans des mouvements divers, comme le « Sillon » de Marc Sangnier, qui fut à l'origine de la démocratie chrétienne moderne, ou la « Chronique sociale » de Lyon qui connut ses belles heures dans les années 1930, ou d'autres. Le « Sillon » fut condamné par Rome en 1910, mais c'est de la hiérarchie elle-même que sont venues par la suite d'autres tentatives en vue de récupérer un peu d'influence sur la classe ouvrière tout en prônant la collaboration des classes : notamment, dans les années 1920, au travers d'un syndicat comme la CFTC, ou une organisation de jeunesse comme la JOC.

"Catholiques de gauche", caution de gauche de l'Eglise

Une fraction non négligeable de catholiques en France se veulent de gauche.

La Résistance, pendant la guerre, a joué un rôle important dans leur apparition. C'est en 1941 que fut ainsi fondé **Témoignage Chrétien** à Lyon, sous la houlette d'un jésuite de Fourvière, le père Chaillet, regroupant des catholiques, opposés à la collaboration avec Pétain.

Après la guerre, le grand parti chrétien était le MRP (avec Marc Sangnier comme président d'honneur). Mais sa participation gouvernementale dans les guerres coloniales éloigna de lui bon nombre de jeunes catholiques qui se voulaient anticolonialistes et à qui, plus tard, la guerre d'Algérie permit de traduire leur sentiment de révolte dans l'opposition à la guerre.

C'est pour beaucoup au sein de l'Action Catholique de la Jeunesse Française (ACJF) que se formèrent ces jeunes « catholiques de gauche », et souvent en rupture avec elle, lorsque leur lutte contre la guerre d'Algérie s'attira les foudres de la hiérarchie.

La Jeunesse Etudiante Chrétienne (JEC) en particulier était influente au sein de l'UNEF en 1956-1957. Son secrétariat général, de même que celui de l'organisation féminine parallèle (JECF), démissionna collectivement en 1957.

Il en fut de même pour l'équipe dirigeante de la branche aînée du mouvement scout (« La Route ») qui avait une attitude analogue.

Il y eut aussi des religieux (chez les dominicains notamment) et des prêtres (comme ceux de la Fondation du Prado, à Lyon) pour soutenir la lutte du peuple algérien et du FLN.

Ces catholiques de gauche s'attirèrent d'ailleurs ainsi la haine virulente des bien-pensants de la droite. La hiérarchie fut plus prudente (De Gaulle alors envisageait l'autodétermination en Algérie).

Selon Robert Chapuis, dirigeant de la JEC à l'époque de la guerre d'Algérie et qui depuis, pour sa part, est passé au PSU puis au PS, nombre de ces catholiques de gauche ont par la suite évolué avec le maoïsme, à partir de 1963, en liaison avec les idées « tiers-mondistes ». Et les autres se retrouvent dans divers mouvements en faveur des immigrés, des objecteurs de conscience, etc. D'autres encore sont militants à la CFDT, au PSU, au Parti Socialiste, voire à la CGT.

Mais il ne faudrait pas exagérer l'ampleur du phénomène « catholique de gauche », qui existe aussi dans des pays comme l'Italie, l'Espagne et des pays dits « sous-développés ».

Les bataillons qui demeurent la base de soutien à l'Eglise votent toujours traditionnellement à droite ou soutiennent les forces politiques de droite.

Les prêtres ouvriers

Après avoir fait scandale, les prêtres-ouvriers sont aujourd'hui tout à fait assimilés par l'Eglise.

C'est pendant la Deuxième Guerre mondiale qu'apparurent les prêtres soucieux d'aller porter en personne la bonne parole en milieu ouvrier, en se faisant ouvriers eux-mêmes.

C'est ainsi notamment que certains accompagnèrent, avec l'accord de leurs évêques, des travailleurs français requis par l'Allemagne nazie dans le cadre du STO.

Les lendemains de la guerre virent d'autres initiatives en ce domaine, notamment celle de prêtres de la Fondation du Prado, à Lyon, qui voulaient communier avec les travailleurs dans la pauvreté et s'en allèrent en 1946 travailler en usine. De même que d'autres prêtres un peu partout en France.

La chose s'avéra périlleuse pour l'Eglise car, bien souvent, au lieu de gagner des travailleurs à la religion, ce furent des prêtres qui se trouvèrent gagnés à la lutte de classes, jusqu'à se retrouver, pour certains, à la CGT et même au PC. Et Rome interdit de continuer l'expérience, en 1954, en n'autorisant que trois heures de travail par jour et l'absence de responsabilités syndicales.

A ce moment-là, les prêtres-ouvriers n'étaient, selon Jean Comby, qu'une centaine dans toute la France.

C'est seulement à l'issue du concile Vatican II, en octobre 1965, que les évêques français ont été autorisés par Paul VI à faire redémarrer officiellement cette forme de l'action des curés.

LA LUTTE CONTRE LES RELIGIONS, TOUJOURS A L'ORDRE DU JOUR

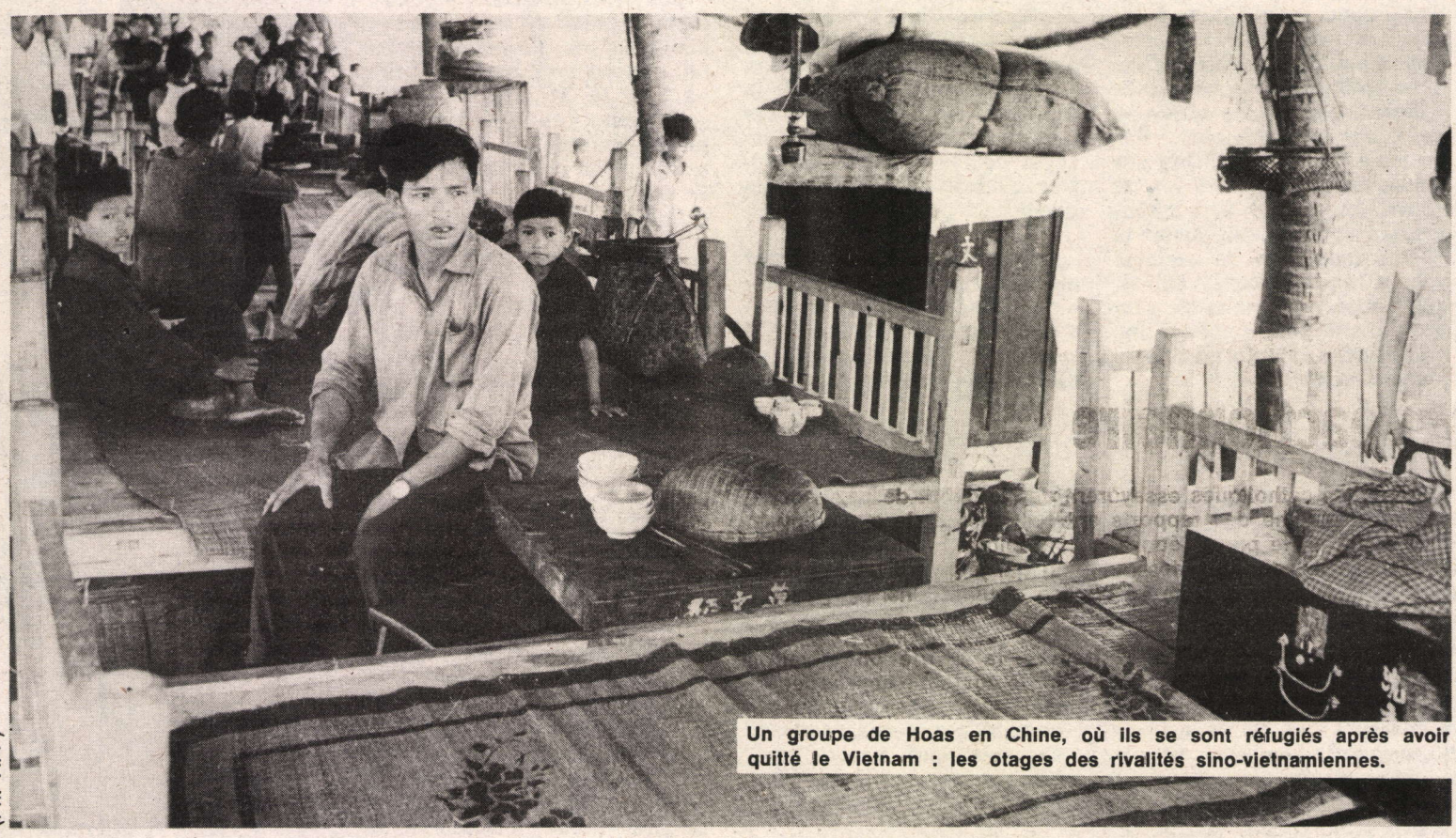
Quelles que soient les tentatives faites dans la gauche, chrétienne ou non, pour expliquer que les idées socialistes peuvent faire bon ménage avec le catholicisme et la religion en général, nous restons convaincus que les révolutionnaires socialistes conséquents ne peuvent que mener une lutte d'idées déterminée contre l'Eglise catholique et les religions en général. Contre l'Eglise catholique, parce que c'est une institution au service du capital. Contre la religion en général, qui est un moyen d'obscurcir la conscience des hommes.

Tout cela ne veut bien sûr pas dire que nous aspirons à une société où les libertés religieuses soient réduites, voire supprimées. Nous sommes pour toutes les libertés, y compris bien sûr celle de divulguer des idées et défendre des institutions qui nous semblent réactionnaires. Mais parallèlement nous sommes pour le droit des révolutionnaires, des socialistes de faire une propagande antireligieuse. Nous pensons qu'avec l'évolution sociale, la fin de la division de la société en classes, la religion et l'Eglise disparaîtront, et nous voulons être l'instrument conscient de cette émancipation intellectuelle et morale de l'humanité.

CHINE-VIETNAM

Des rivalités nationalistes

Alors que des affrontements sporadiques continuent d'opposer, à leurs frontières, le Vietnam et le Cambodge, c'est aussi entre le Vietnam et la Chine que le torchon brûle. Le gouvernement chinois vient de rappeler, officiellement d'une façon temporaire, son représentant auprès du gouvernement de Hanoï, qui participait à des négociations sur le sort des minorités chinoises du Vietnam, les Hoas. Le 25 août, des incidents ont fait deux morts et 25 blessés vietnamiens au poste frontière sino-vietnamien de la « Porte de l'Amitié », décidément bien mal nommée. Le gouvernement vietnamien accuse le gouvernement chinois de se servir de ces minorités chinoises du Vietnam comme d'une masse de manœuvre pour accroître la tension entre les deux pays.



(Ph. AFP)

Un groupe de Hoas en Chine, où ils se sont réfugiés après avoir quitté le Vietnam : les otages des rivalités sino-vietnamiennes.

En effet, dans un premier temps, la Chine aurait encouragé les Hoas, qui vivent au nord du Vietnam, près de la frontière, à venir en Chine. Ainsi, 160 000 personnes auraient passé la frontière, dont le gouvernement chinois réclame maintenant qu'elles puissent retourner au Vietnam. Mais le gouvernement vietnamien refuse, déclarant que la Chine cherche ainsi à infiltrer sur son territoire ses agents perturbateurs.

Il faut croire d'abord que, si 160 000 Hoas ont passé la frontière si facilement, c'est qu'ils ne se trouvaient pas si bien que ça du côté vietnamien. Et en effet, en 1976, les dirigeants vietnamiens ont supprimé purement et simplement le statut d'autonomie dont les minorités montagnardes du nord, en particulier les Hoas, jouissaient traditionnellement. Or, de l'autre côté de la frontière, dont ils sont originaires, les mêmes peuples Hoas disposent d'un statut d'autonomie, ce que les dirigeants chinois se sont naturellement chargés de faire valoir.

En fait, dans ce conflit, il est bien diffcile de savoir lequel des deux gouvernements soi-disant « communistes » de la Chine et du Vietnam méprise le plus les intérêts des peuples. A Hanoï, les dirigeants vietnamiens appliquent une politique centralisatrice qui leur est traditionnelle, et montrent que leur appareil d'Etat n'est même pas assez démocratique pour tolérer que les populations montagnardes, qui ont des particularités nationales et culturelles, puissent continuer à jouir d'une certaine autonomie. Quant au gouvernement de Pékin, il est d'autant plus démocratique à l'égard de ces populations qu'elles ne sont pas sur son territoire, et s'en sert comme d'une masse de manœuvre pour accroître la tension à ses frontières, et cela dans un but qui n'a évidemment rien à voir avec la défense de la population Hoa.

Car le fond du problème, c'est que les deux Etats ont de vieilles rivalités territoriales que les gouvernements actuels, tout « communistes » qu'ils soient, reprennent à leur compte, et qui sont encore avivées par les alliances internationales. Le Vietnam, de même que le Laos voisin, ont choisi l'alliance avec l'URSS, et les dirigeants chinois tolèrent difficilement cet allié de leur ennemi russe dans ce qu'ils considèrent comme leur zone d'influence naturelle. C'est pourquoi, sans vouloir sans doute aller pour le moment jusqu'à la guerre ouverte, les incidents qui éclatent sont exploités de part et d'autre par les gouvernements pour monter leurs populations respectives les unes contre les autres.

Si cette situation n'est pas exceptionnelle dans le monde où nous vivons, elle semble d'autant plus choquante de la part de pays comme la Chine et le Vietnam, dont les peuples ont mené des luttes pour l'indépendance nationale qui restent dans toutes les mémoires. Mais cela montre simplement que, s'ils ont conquis leur indépendance, il leur reste à conquérir le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement, et à arracher le pouvoir à des bourgeoisies nationalistes qui n'ont en vue que le renforcement de leur propre Etat aux dépens de leurs peuples et de l'Etat voisin.

André FRYS

BRÉSIL

Une dictature de plus en plus contestée

Au Brésil, dimanche 27 août, des affrontements entre policiers et manifestants ont fait 60 blessés et se sont traduits par 18 arrestations.

Près de 30 000 manifestants s'étaient réunis, dans la cathédrale de Sao-Paulo, à l'appel du « Mouvement contre la hausse du coût de la vie », pour protester contre la dégradation permanente du niveau de vie de la population.

Dans ce pays qui a longtemps été présenté romme la terre du miracle économique, du développement industriel accéléré, et où Giscard ira bientôt jouer le commis-voyageur des capitalistes français, les trusts font d'énormes bénéfices ; mais le pouvoir d'achat des travailleurs régresse sans cesse et il y a même des régions où l'on meurt de faim. La pétition du « Mouvement contre la hausse du coût de la vie » réclamant une augmentation de salaire de 20 %, a recueilli 1 300 000 signatures.

Depuis plusieurs jours, dockers, employés de banque, enseignants et travailleurs du secteur pétrolier participent au mouvement de grève, bien que celle-ci soit interdite par le régime.

Le dictateur Geisel n'a su répondre que par la censure — il a interdit à la radio de prononcer les mots de « grève » ou « d'arrêt de travail » — et par la répression policière.

Mais cela n'a pas découragé les manifestants qui prévoyaient de réclamer le lendemain la libération d'une vingtaine d'opposants arrêtés la semaine précédente.

Car le régime de terreur, la répression effectuée par des troupes spécialisées ou des organismes para-militaires comme le trop célèbre Escadron de la mort, responsable de centaines d'assassinats, n'ont pas réussi à museler toute opposition. Il y a quelques mois déjà, une grève de la faim de prisonniers politiques avait été soutenue par des manifestations.

Aujourd'hui, Geisel essaye de donner un autre visage à son régime : des élections présidentielles sont proches mais le mode de scrutin donne la victoire certaine au candidat désigné par Geisel lui-même : le général Figueiredos.

Cette parodie de démocratie n'est pas faite pour calmer la contestation : les manifestants de Sao-Paulo ont conspué, dimanche, le nom du dauphin de Geisel.

Et les opposants que ni la répression, ni les tortures, ni l'emprisonnement n'ont pu abattre sont plus nombreux encore à s'élever contre une dictature haïe par toute la population.

Sylvie MARECHAL

PÉROU

La grève des mineurs tient bon

Mardi 29 août au soir, le gouvernement péruvien lançait un ultimatum aux 40 000 mineurs en grève depuis 26 jours : il leur donnait jusqu'au vendredi suivant pour reprendre le travail, faute de quoi ils seraient licenciés.

Les mineurs sont entrés en grève le 4 août dernier pour obtenir une augmentation de salaire de 25 %. Ils réclament également la libération des militants syndicaux emprisonnés (pour une grande partie d'entre eux depuis la grève de juillet 1977) et la réintégration des mineurs licenciés pour des arrêts de travail.

Le gouvernement espère peut-être par ses menaces faire fléchir le mouvement, mais depuis près d'un mois que dure la grève, aucune des mesures de répression qu'il a prises n'a fait flancher les mineurs. Le 21 août, il avait décrété l'état d'urgence dans tous les districts miniers du pays et supprimé le droit de réunion. Le lundi 28, toutes les garanties individuelles étaient suspendues et le contrôle militaire instauré dans les cinq départements andins où sont situées les mines. Mais les mines restent totalement paralysées par la grève et 12 000 mineurs campent toujours dans la capitale du pays où ils se sont installés depuis le début de la grève, pour appuyer leurs revendications.

La réponse des grévistes à l'ultimatum de mardi soir ne s'est pas fait attendre : les responsables syndicaux ont déclaré : *« Si pour maintenir le dialogue avec les autorités nous devons céder aux intimidations, nous ne voulons pas négocier »*. Quant aux grévistes qui campent à Lima, ils ont fait savoir qu'ils étaient fermement décidés à rester, *« tant que les garanties des travailleurs n'existeront pas dans les mines »*.

Dans l'épreuve de force qui les oppose au gouvernement militaire péruvien, les mineurs sont décidés à luttter jusqu'au bout.

O.B.

Le mouvement des aiguilleurs du ciel continue

Cette semaine l'action des aiguilleurs du ciel a fait sentir ses effets plus forts que cela ne l'avait été lors du week-end du 15 août. Les retards s'accumulent malgré les mesures prises par les compagnies et l'Etat. Parmi elles, il y a l'utilisation nocturne plus intensive de l'espace aérien au détriment des riverains. Par exemple, l'aéroport d'Orly sur lequel habituellement il y a un couvre-feu de 23 h 30 à 6 heures, est actuellement ouvert la nuit. L'annulation de certains vols, le regroupement d'autres, l'utilisation des avions les plus gros, n'ont pas empêché les perturbations de se faire lourdement sentir.

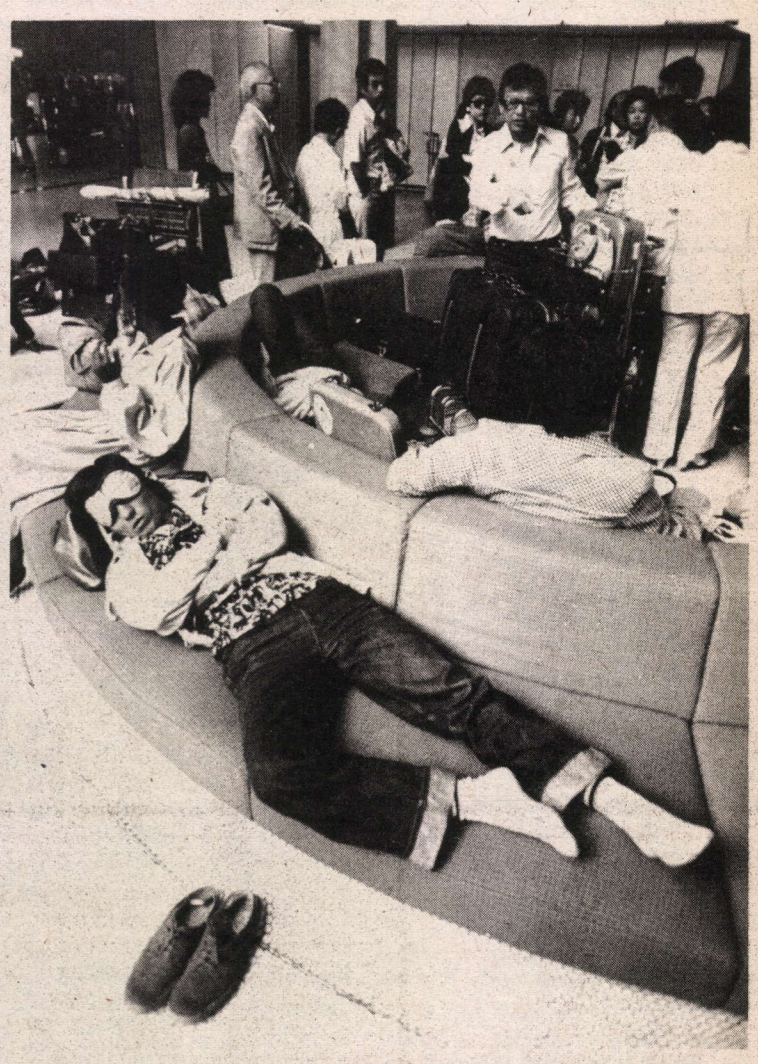
Le gouvernement riposte, semble-t-il, en faisant savoir que des sanctions, notamment par un abattement de 100 % sur certaines primes, seront appliquées. C'est ce qui court par exemple à Athis-Mons. Auparavant, il n'avait été question que d'abattement de 20 %. Des pressions sont faites sur les chefs de salle pour essayer de les opposer aux autres contrôleurs. En vain jusque-là.

Tout cela a fait largement discuter aux dernières assemblées générales. Mais le mot d'ordre d'action jusqu'au 4 septembre n'est pas remis en cause pour autant. Loin s'en faut. Et comme tout le monde peut s'en rendre compte, le ciel est toujours à l'orage.

Les électroniciens font toujours la grève du zèle. Les techniciens de l'aviation civile ont déposé un préavis de grève pour le 31 août et le 1er septembre. Les ingénieurs refusent toujours de faire pression sur les contrôleurs, voire de les remplacer.

Bref, le gouvernement n'en a pas encore fini avec le mouvement des aiguilleurs du ciel.

Correspondant LO



A Roissy, en attendant l'avion. (Ph. AFP)

Des pilotes naviguent à vue : l'insécurité acceptée par les compagnies aériennes

Face à la grève des aiguilleurs du ciel, certaines compagnies essayent de tourner la difficulté... en se passant tout simplement de leurs services et en laissant leurs pilotes naviguer à vue.

C'est ainsi que l'intersyndicale des contrôleurs d'Aix-en-Provence a annoncé que, lundi après-midi, ils ont constaté que le pilote d'une Caravelle scandinave qui naviguait à vue, avait risqué la collision avec une autre Caravelle d'Air France. Et selon les syndicats ce ne serait pas le seul avion qui circulerait sans prendre contact avec les centres de contrôle.

Air France a aussitôt démenti... qu'il y ait eu risque d'accident. Pourtant, si une collision avait eu lieu entre les deux avions, elle ne se serait pas fait faute d'en accuser les contrôleurs de la navigation aérienne. En publiant cette information, ces derniers ont tenu à faire savoir que, s'il y avait accident, ce sont les pratiques irresponsables de certains pilotes, tacitement couvertes par leur compagnie aérienne, qui en seraient cause et non pas leur mouvement.

M.L.

Renault-Billancourt

La régie produit coûte que coûte

A Billancourt, les chaînes de montage ont repris leur activité depuis début août. Quatre semaines de production après lesquelles plus de 3.500 voitures non terminées se retrouvent stockées sur les parcs, impropres à la vente.

Fabriquées sur les chaînes de l'île, R4 et R6 sont ensuite dirigées vers les ateliers de retouche et de livraison du Bas Meudon où elles doivent en principe être terminées.

En fait en ce mois d'août, ces ateliers ont été incapables d'absorber l'ensemble de la producton, vu le nombre de défauts et de voitures non terminées sortant des chaînes.

Une raison essentielle à cette pagaille est le manque de personnel sur les chaînes. En congé sans solde ou en maladie, de nombreux travailleurs sont absents. Plutôt que d'adapter la production à l'effectif présent, la direction a préféré maintenir des cadences élevées et embaucher des intérimaires qui, pas encore habitués ne peuvent faire le travail aux cadences exigées. Résultat : des voitures sortent sans frein, ou avec une direction non fixée, des rayures ou des chocs pour ne citer que quelques exemples. Donc il faut stocker ces voitures pour les reprendre après.

Après, pour la direction, c'est l'inévitable recours aux heures supplémentaires, et même, dernière trouvaille, la direction compte mettre en place une équipe de nuit dans le secteur retouche pour liquider toutes ces voitures en souffrance.

Ce qui compte avant tout pour la direction, c'est de sortir des voitures. Peu lui importe dans quelles conditions pour les travailleurs, peu lui importe finalement la qualité du produit. On pare au plus pressé, on agit au coup par coup. La Régie Renault offre là un bel exemple d'anarchie de la production.

Correspondant LO

Rhône-Poulenc (Arras)

Mouchardage à domicile

Profitant des périodes de vacances, pendant lesquelles il ne reste plus que 40 % du personnel, la direction de Rhône-Poulenc Textiles d'Arras (800 ouvriers) vient de licencier un ouvrier de filature. Elle lui a envoyé, alors qu'il était en arrêt-maladie, un enquêteur qui s'est présenté comme assureur et qui a témoigné l'avoir vu travailler chez lui pendant sa maladie. La direction a également prétexté le fait qu'il aurait été trop longtemps malade depuis son entrée à RPT.

Le directeur s'affiche volontiers comme patron libéral-chrétien. Mais ces méthodes policières ne lui ont guère répugné pour autant. Il faut dire qu'il a moins de raisons que les travailleurs d'être souvent en arrêt-maladie : en effet, les travailleurs sont à l'usine trois dimanches sur quatre, ils ont des conditions de travail et des horaires exténuants (de 4 heures du matin à midi, pour le poste du matin par exemple) et la productivité a considérablement augmenté.

La direction compte probablement généraliser le recours aux enquêtes individuelles, pour faire diminuer l'absentéisme, ou pour trouver des prétextes à licenciements.

Face à cela, la CGT a appelé à un débrayage d'une heure, étalé du 16 au 21 août suivant les différentes équipes et elle se porte partie civile contre la direction. Mais les débrayages, en cette période de mois d'août, ont été assez peu suivis. Et il en faudra plus pour faire renoncer la direction à son attaque.

Correspondant LO

A Montluçon (Allier)

Les handicapés luttent pour leur dignité

« Nous voulons que la population soit au courant de ce qui se passe au centre de rééducation professionnelle pour handicapés physiques, au château de la Mothe à Hérisson. Nul d'entre vous n'est à l'abri d'un accident de travail, de la route ou autre et s'il veut se recycler il peut se retrouver, demain, dans un de ces centres », proclame le tract que diffusaient dimanche 27 août des handicapés, à l'église Fontbouillant de Montluçon, où cinq d'entre eux font depuis le 21 août une grève de la faim.

Handicapés à la suite d'accidents ou de maladies et ne pouvant plus exercer leur ancien métier, ils sont stagiaires dans ce centre pour en apprendre un autre.

Les stages durent en principe deux ans, parfois plus, dans des conditions de vie inadmissibles : la majorité des stagiaires se déplaçant difficilement, ne peuvent sortir du château situé loin de la ville, aucune voiture n'étant prévue pour des sorties. La seule distraction est la télévision, mais elle est éteinte à 21 h 45, quand elle n'est pas supprimée en guise de punition. Et le soir, le couvre-feu est obligatoire à 22 heures.

Il y a bien une bibliothèque, on y trouve seulement les livres de la bibliothèque verte et rose, pour des stagiaires qui ont jusqu'à 40 ans. Toute presse est interdite. Il est interdit de fumer. Interdit aux filles d'accéder aux chambres des garçons et vice-versa. Rentrée obligatoire le dimanche soir avant 19 heures...

A toutes ces brimades s'ajoute le fait qu'il n'y a pas de médecin sur place en permanence, alors qu'il y a 114 stagiaires.

Fin juillet, une soixantaine de stagiaires ont décidé de faire la grève des cours et ont signé une protestation dans le but de se faire respecter. La seule réponse de la directrice a été d'envoyer trois cars de police pour les faire évacuer.

C'est devant le refus répété de la directrice que cinq des stagiaires ont entamé leur grève de la faim pendant que d'autres de leurs camarades popularisent leur lutte pour faire connaître les conditions de vie des handicapés dans ces centres de rééducation professionnelle.

Et en effet pour obtenir non seulement l'aide matérielle dont ils ont besoin mais aussi et surtout le droit d'être considérés comme des individus à part entière, dans cette société où les gens ne sont appréciés qu'en fonction de leur rentabilité à la production, les handicapés n'ont, comme tous les exploités, que leurs luttes.

Correspondant LO

DEUX JOURS EN QUÊTE D'EMPLOI, ou le chômage au quotidien

Le chômage, c'est aussi le développement, un peu partout, d'agences de travail intérimaire qui se permettent n'importe quoi avec les travailleurs qui, en désespoir de cause, s'adressent à elles. Un jeune chômeur de la région lilloise nous a raconté ainsi deux jours de sa vie en quête d'un emploi. Son récit se passe de commentaire.

« Je suis Africain, en France depuis 1971 et n'ai plus d'emploi stable depuis le début de 1977. L'ANPE m'a plusieurs fois envoyé chez un employeur où, en arrivant, on m'annonçait que la place était déjà prise. Ou bien on prétextait : « On veut quelqu'un qui connaisse le métier depuis longtemps, un homme d'expérience... On enregistre votre candidature, on vous écrira ».

Finalement, je me suis orienté vers les entreprises intérimaires. Dans l'une d'elles, il y avait une annonce demandant 500 OS chez Peugeot à Belfort. C'est à 600 km, mais je décidai d'y aller quand même, ne trouvant rien d'autre. J'étais le premier à me présenter pour cette annonce à Lille le mercredi 16 août. Le départ était fixé en car ; je devais venir avec mes bagages le lundi 21 août. Ce jour-là se trouvait à l'agence un représentant de Peugeot, responsable du recrutement, qui vérifiait une nouvelle fois les certificats de travail. J'ai dû présenter tous mes anciens certificats et revenir le lendemain. Le voyage était gratuit. Je suis revenu mardi à 12 h et nous sommes finalement partis de Lille à 14 h, à deux bus.

Arrivés à Sochaux à 2 h du matin mercredi, on nous a emmenés dans un foyer de travailleurs et nous avons dormi. A 9 h 30, rendez-vous au bureau d'embauche de Peugeot qui se trouve dans le foyer même. Ce foyer : un baraquement en préfabriqué avec de petites chambres (2 × 3 m) où on logeait à deux ou trois. Isolé sur une colline sans aucune habitation autour, à quelques kilomètres de Sochaux. Dans ce foyer de 1 000 personnes, le règlement en 12 points, affiché partout, est draconien : pas de droit de visite, les chambres n'ont pas de clé, la direction décline toute responsabilité pour les vols, extinction des feux à 22 h, etc.

La recherche d'un emploi conduit maintenant la plupart du temps à des agences d'intérim aux méthodes plutôt cavalières.

Au bureau d'embauche, on nous appelle en commençant par tous les Nord-Afrirains pour embauche immédiate. Ceux-ci partent aussitôt pour une visite de l'usine. C'est là qu'ils m'ont appelé avec les cinq Français partis avec nous pour nous dire qu'ils n'avaient pas besoin de nous : le chef du personnel nous a affirmé qu'il « n'avait pas besoin ni de Martiniquais, ni de Guadeloupéens, ni de Sénégalais ».

Je lui demandais pourquoi m'avoir fait déplacer depuis Lille. Il m'a répondu : « A Lille, ils ne faisaient que recruter, la décision dépend de moi. On ne peut pas vous prendre et c'est tout ». **Voyant qu'il ne voulait pas me donner de raison exacte, je lui demandais ce que je devais faire. Il m'a annoncé qu'il me payait mon billet de train pour le retour. Il m'a donné 100 F alors que le billet coûte 150 F. J'ai donc réclamé. Il m'a répondu : c'est ça ou rien. Après discussion, et hésitation de leur part, ils ont téléphoné à la gare et m'ont dit :** « Le billet ne coûte même pas 100 F mais on vous donne 120 F pour que vous preniez le taxi jusqu'à la gare de Montbéliard ». **J'ai pris le bus et, arrivé à la gare, j'ai bien constaté que le billet Montbéliard-Lille coûtait 150 F. N'ayant pas assez d'argent, je n'ai pu aller que jusqu'à Paris pour me faire aider par un ami. Pour arriver finalement à Lille à 2 h du matin le jeudi 24 août.**

Le lendemain je retourne à la maison d'intérim pour demander pourquoi on m'avait fait déplacer pour rien. La secrétaire a répondu qu'elle ne connaissait pas les conditions, et le représentant de Peugeot a dit qu'il savait très bien qu'on ne me prendrait pas mais qu'il ne voulait pas me décourager.

On nous avait promis au départ 250 F d'acompte à l'arrivée à Belfort que ni moi ni les ouvriers embauchés depuis deux jours n'avons touchés. Je n'ai pas pu manger du tout pendant ces deux jours, étant dans le car ou le foyer à l'extérieur de la ville.

J'ai réclamé bien sûr à l'agence d'intérim de me payer ces deux jours de déplacement, ce qu'ils ont refusé parce qu'ils n'étaient soi-disant pas responsables »

Correspondant LO

BERLIET (Lyon-Vénissieux)

Une nouvelle menace pour l'emploi

Les ouvriers de Berliet ont appris le 28 juillet, pendant qu'ils étaient en vacances, que la direction de RVI (Renault Véhicules Industriels) avait signé un protocole en vue d'un accord de coopération avec le constructeur américain Mack. Cet accord permettrait à RVI de vendre ses véhicules aux Etats-Unis et à Mack de vendre les siens en France, chacun utillisant le réseau de distribution de l'autre.

Dès la rentrée des vacances, les syndicats ont réagi tous ensemble en envoyant, le 18 août, une lettre ouverte au P-DG de RVI pour protester de n'avoir pas été informés au Comité central de juin, affirmant que « **les travailleurs ont leur mot à dire, car c'est leur avenir et celui de leurs familles qui se jouent en de telles occasions** », et demandant la convocation d'un Comité central d'entreprise extraordinaire les 5 et 6 septembre.

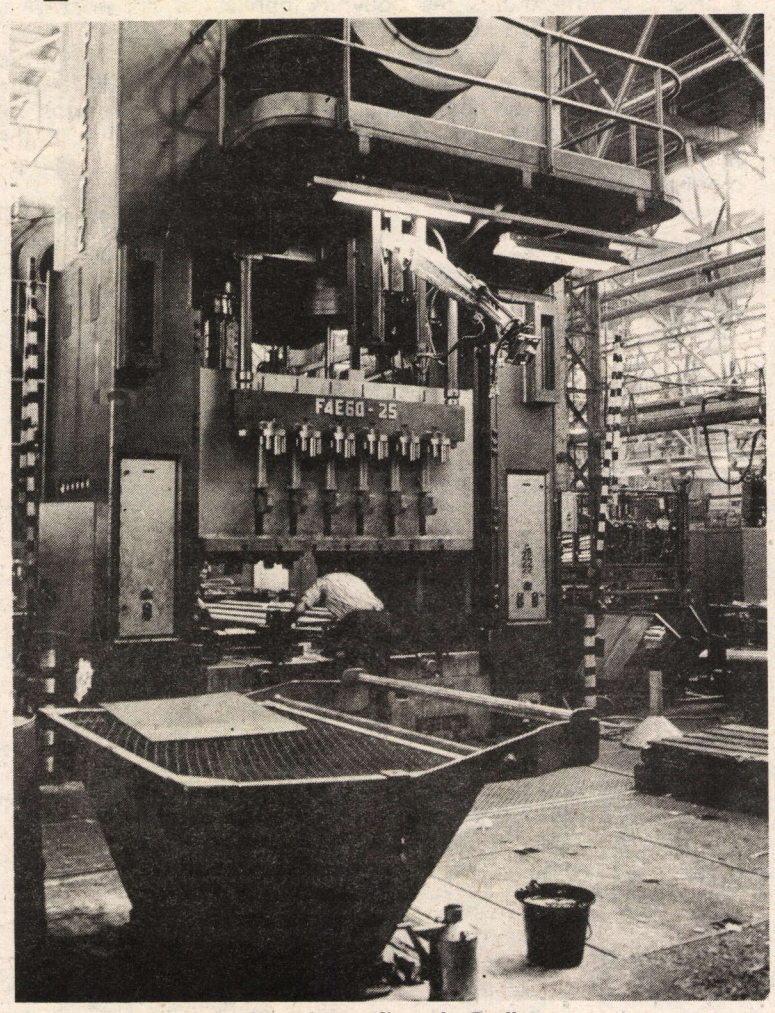
Les syndicats craignent en effet que Berliet ne soit perdant dans cet accord car il viserait à permettre la diffusion aux Etats-Unis des camions de gamme moyenne (6 à 13 tonnes), essentiellement produits par Saviem, alors que ceux produits par Berliet, de plus fort tonnage, seront, eux, en concurrence directe avec les camions produits par Mack, qui ne fabrique que des camions de plus de 15 tonnes. Le PCF a, lui aussi, immédiatement réagi, considérant que cet accord est « **un pas vers l'abandon du poids lourd** » et « **contre l'indépendance nationale** ».

Nationale ou privée, américaine ou française, le problème n'est pas de choisir la nature de l'entreprise qui exploite ou menace les travailleurs de porter atteinte à leurs moyens d'existence. Et c'est vers des voies de garage que les syndicats vont orienter les Berliet avec leurs mots d'ordre nationalistes. La CGT, qui rapproche cet accord de celui entre Peugeot-Citroën et Chrysler, estime que « **la politique d'encerclement de la Régie nationale par les firmes privées se poursuit** ».

Quant aux ouvriers de chez Berliet, ils ne savent pas trop que penser d'un tel accord et lis sont surtout inquiets pour leur emploi. L'année dernière, les journées de chômage technique ont été nombreuses, les mutations inter-ateliers et inter-entreprises se multiplient et la direction a annoncé officiellement 4 000 suppressions d'emplois chez RVI d'ici 1982. Ils sont d'autant plus inquiets que la direction serait, paraît-il, en train de recenser tous les travailleurs âgés de plus de 55 ans, ceux ayant moins de 5 ans d'ancienneté et les couples travaillant chez Berliet, et le bruit court que les travailleurs ayant moins de 3 ans d'ancienneté seraient renvoyés.

Bien sûr, ce ne sont que des bruits, mais la politique sociale menée par Berliet depuis des mois incite à être inquiets. De toute façon, que l'accord entre RVI et Mack soit favorable à Berliet ou non, ce ne sont pas les travailleurs qui seront bénéficiaires, et pour défendre leur emploi, ils ne pourront compter que sur leurs luttes.

Correspondant LO



Dans les ateliers de Berliet.

NON AU CHOMAGE !

Plein emploi et répartition du travail entre tous

Qu'il puisse y avoir dans ce pays un million et demi de chômeurs semblait encore inconcevable aux chantres du système capitaliste il y a encore quelques années. Aujourd'hui, les mêmes nous expliquent que c'est normal, comme Monory qui déclarait dans le Nouvel Observateur : « Je ne crois pas que notre société puisse assurer le plein emploi ».

Des emplois ? Il y en a plein. Ne manque-t-il pas de personnel dans les hôpitaux, les transports, les télécommunications et bien d'autres services publics qui fonctionnent de plus en plus mal ? S'il faut de l'argent pour les payer, il en faudrait certainement moins qu'on en gaspille en distribuant des milliards aux maîtres de la sidérurgie ou du textile pour qu'ils envoyent des usines neuves à la casse. Pas besoin d'investissement pour créer tout de suite des emplois dans les services publics. Là, il ne manque que des bras pour les faire fonctionner de façon satisfaisante.

Des emplois, oui, on peut en trouver encore bien d'autres, en répartissant le travail entre tous. Pourquoi faut-il que certains se crèvent au travail pendant que d'autres se démoralisent au chômage ? Pourquoi faut-il que seulement les plus « costauds » ou les plus qualifiés, ou les plus dociles, soient attelés à la tâche et tous les autres envoyés au rebut ?

Point n'est besoin pour régler les problèmes du chômage d'opposer, comme le fait l'Humanité, **le plein emploi à la répartition du travail entre tous en rejetant cette dernière. Cela sert peut-être à prouver aux patrons et aux bourgeois que le PCF ne va surtout pas décourager les ouvriers de travailler pour les patrons et ne cherche surtout pas à mettre en application des solutions qui sortent de son système et de ses lois, mais cela ne donnera pas à la classe ouvrière les moyens de faire face à la crise et au chômage en défendant ses propres intérêts. Il ne s'agit pas de montrer aux patrons que les ouvriers sont courageux pour leur fabriquer des profits. Il s'agit de leur montrer qu'ils sont prêts à se battre contre leur système pour imposer la suppression du chômage.**

Aciéries de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle)

Après la marche sur Nancy...

Vendredie 25 août, ce sont 1 500 personnes qui ont participé à la marche de Neuves-Maisons à Nancy organisée par les syndicats pour protester contre les menaces qui pèsent sur l'usine. « Les gars de Neu-Neu » montant à Nancy en manifestation, cela ne s'était pas vu depuis sept ans, à l'occasion de la grève de la Tricoterie de Challigny, alors menacée de fermeture. La marche de 1971 a fait date dans le Bassin : rééditer cette manifestation des grands jours un mois après le succès de la journée « Neuves-Maisons ville-morte », c'était considéré comme un bon moyen de dénoncer le scandale et de montrer qu'on ne se laisserait pas faire.

Après une dizaine de kilomètres menés tambour battant et dans une bonne ambiance, on a traversé tout Nancy. Beaucoup de gens étaient aux fenêtres, ou se pressaient sur les trottoirs, suivant l'événement avec attention. Et quand nous sommes arrivés sur la place historique, Stanislas lui-même s'est joint à la manifestation, brandissant plusieurs de nos banderoles sur son piédestal.

L'objectif donné à la marche par les syndicats était la traditionnelle délégation à la Préfecture ; un petit groupe de travailleurs étaient en colère, ils n'entendaient pas être venus à Nancy pour si peu. Ils ont commencé à bloquer la circulation, mais c'en est resté là. L'entrevue avec le préfet n'a rien donné, évidemment, pas même la moindre information nouvelle. Ce qui n'est guère étonnant, d'autant moins étonnant que la décision du trust Chiers-Châtillon de suspendre la construction de la nouvelle aciérie a mis les pouvoirs publics et les politiciens locaux devant le fait accompli.

Tous ceux qui ont fait la marche considèrent qu'elle a été un succès. Ils ont pu montrer, à titre préventif, que la fermeture de l'usine et les licenciements ne resteraient pas sans réponse. Maintenant la tendance est plutôt à attendre que tombe la décision, à la fin de ce mois ou au début d'octobre. A ce moment-là tout peut arriver.

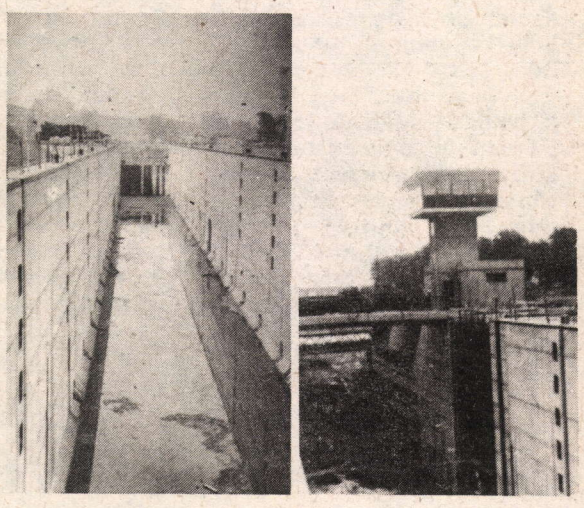
Correspondant LO

Le scandale en quelques photos

A L'ORIGINE DE TOUT, LA NOUVELLE ACIERIE :

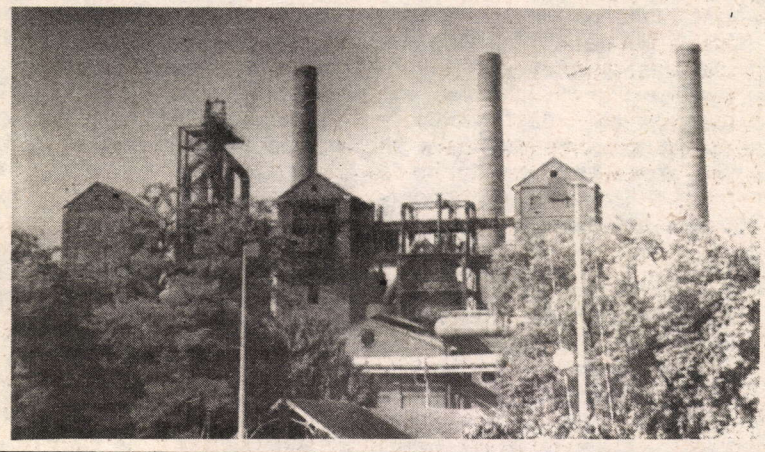
Elle est déjà construite à 90 %, elle coûte 38 milliards de centimes. La société sidérurgique Chiers-Châtillon a décidé d'en arrêter la construction. Selon toute probabilité, elle ne verra pas le jour à Neuves-Maisons.

LE SCANDALE DANS LE SCANDALE LA CANALISATION DE LA MOSELLE :



Pour laisser passer les péniches de gros gabarit, la Moselle a été recreusée sur 50 kilomètres spécialement pour Neuves-Maisons... et certainement pour rien. Mais Chiers-Châtillon est prête à faire une croix dessus : elle n'a pas versé un sou des 62 milliards de centimes entièrement payés par les contribuables.

SI LA NOUVELLE ACIERIE N'EST PAS CONSTRUITE, C'EST UN ARRET DE MORT POUR L'USINE DE NEUVES-MAISONS ET LE CHOMAGE POUR 3.200 TRAVAILLEURS



L'un de ces hauts fourneaux dignes de 1900 fonctionne encore, l'usine est vétuste ; si elle n'est pas modernisée, comme elle devait l'être, Chiers-Châtillon la condamnera sous peu, mettant 3.200 travailleurs à la rue dans une vallée de 25.000 personnes qui vivent de l'usine depuis 1890.

Les horaires de travail les plus longs d'Europe

Selon l'association patronale Entreprise et Progrès, citée par l'hebdomadaire **Le Point,** la France détient le record européen de la durée moyenne de la semaine de travail, avec 42 heures 30 par semaine. Viennent ensuite la Grande-Bretagne avec 42 h 12, puis l'Italie et l'Allemagne avec 41 h 30 et 41 h 24 respectivement, enfin les Pays-Bas avec 41 heures et la Belgique avec 38 heures.

Mais la différence est encore plus grande si l'on regarde l'horaire annuel de travail. Toujours selon l'association patronale, en tenant compte des congés payés, jours fériés et congés spéciaux en vigueur dans chaque pays, la France et la Grande-Bretagne viendraient largement en avance avec respectivement 1862 et 1940 heures de travail annuelles. Les autres pays viendraient loin derrière : 1521 heures en Italie, 1680 en Allemagne, 1661 aux Pays-Bas, 1550 en Belgique.

Bref, le patronat français a sur ses concurrents des pays voisins, exceptée la Grande-Bretagne, l'avantage d'imposer aux travailleurs un temps de travail annuel supérieur de 10 à 25 %.

Pourtant, les « experts » patronaux expliquent doctement qu'on ne peut rien au chômage, que ce n'est pas le moment de réduire les horaires. Ils ont même pour projet de revoir l'actuelle loi des 40 heures, et de parvenir à un accord avec les syndicats, sur une durée annuelle du travail que l'on répartirait suivant le bon vouloir du patronat. Quant au chiffre qu'ils proposent, il serait de 1920 heures de travail annuelles. C'est-à-dire en augmentation de près de 60 heures par rapport à l'horaire moyen actuel.

Au patronat, on ne manque pas d'air !

FILMS_FILM

" Je suis timide mais je me soigne "

DE PIERRE RICHARD

Cette fois-ci, Pierre Richard est timide. Il pense s'être fait à cet état lorsque la vue d'une éblouissante jeune femme, descendue dans l'hôtel où il est caissier, va le pousser à se soigner pour faire sa conquête.

Et voici notre timide en train de prendre des leçons sous la conduite de l'envoyé de l'Institut de psychologie avancée, un Italien qui devient par la suite son ami.

Du coup, Pierre Richard abandonne sa caisse pour suivre sa belle inconnue de palace en palace, et il lui arrive des tas d'aventures. Les gags se poursuivent et sont souvent fort drôles.

Malgré des longueurs, surtout dans la deuxième partie, on passe un très bon moment à suivre les aventures de ce timide, drôle, tendre, quelquefois mordant, à l'égard en particulier d'un certain maître d'hôtel...

Laurence VINON

" Les guerriers de l'enfer "

DE KAREL REISZ

La guerre du Vietnam bat son plein. Deux hommes qui y ont passé des mois vont en revenir. L'un d'eux, qui menait sa petite vie tranquille en Californie, se dit que, pourriture pour pourriture, pourquoi après tout n'essayerait-il pas lui aussi de tirer son épingle du jeu. Le voilà donc qui accepte de se faire convoyeur de deux kilos d'héroïne. Mais on ne s'improvise pas trafiquant, et il n'arrive qu'à être la victime d'une combine montée sur son dos. Quant à son copain, il a été formé au Vietnam à l'école des Marines. Lui ne s'est juré qu'une chose, ne plus accepter de ramper devant « les petits chefs ».

C'est lui qui, pour rendre service, passe le colis et se trouve ainsi entraîné dans l'aventure. Seulement, lui n'a pas un tempérament à « se laisser avoir », il a appris à se battre au Vietnam, eh bien il s'en sert.

Sur leur chemin, il y aura des flics véreux, et surtout deux tueurs embauchés par eux, qui espèrent ainsi pouvoir se recaser dans la « Maison ». Ces tueurs ont été aussi formés au Vietnam. Ils y ont appris à tuer et y ont pris goût. Ils ont aussi appris à torturer. Bref, grâce au Vietnam, ils ont pu s'épanouir à leur façon.

Le film est l'affrontement de tous ces personnages. On suit l'histoire et ses rebondissements captivés par l'action. Et puis, malgré certains clichés comme celui du bon combattant, le film donne une image directe, et surtout indirecte de la pourriture véhiculée par la guerre du Vietnam. Comment elle a pu déboussoler les plus faibles, et aussi aider à s'épanouir les salauds.

Paul SOREL

Sélection

Films récents...

UNE NUIT TRES MORALE de Karoly Makk.

Une maison close du début du siècle en Hongrie troublée par la visite d'une vieille dame.

UGC Marbeuf (8e) - Bonaparte (6e).

PROMENADE AU PAYS DE LA VIEILLESSE, de Marianne Ahrne.

Le scandale du sort réservé aux personnes âgées dans notre société : un réquisitoire présenté par Simone de Beauvoir.

Marais (4e).

RETOUR, de Hal Ashby.

Le retour de combattants américains de la guerre du Vietnam.

Studio Logos (5e).

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR, de John Badham.

Les samedis soirs de la jeunesse ouvrière américaine.

UGC Opéra (2e) - Saint-Michel (5e) - Ermitage (8e) - Maxéville (9e) - Bienvenue (15e).

...et moins récents

L'ARGENT DE LA VIEILLE, de Luigi Comencini.

Marais (4e).

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS A RETROUVER..., d'Ettore Scola.

Palais des Arts (3e).

PAIN ET CHOCOLAT ,de Franco Brusati.

Lucernaire (6e).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES, de Frank Capra.

Action Christine (6e) - Les Cinq Parnassiens (14e).

DOCTEUR FOLAMOUR, de Stanley Kubrick.

Daumesnil (12e).

LE SHERIF EST EN PRISON, de Mel Brooks.

Styx (5e).

LITTLE BIG MAN, d'Arthur Penn.

Noctambules (5e).

JEUNE ET INNOCENT, de Alfred Hitchcock.

Quintette (5e) - 14 Juillet-Parnasse (6e) - Elysées Lincoln (8e) - 14 Juillet Bastille (11e).

LE MATAMORE, de Dino Risi.

Saint-Germain Village (5e) - Elysées Licoln (8e) - Les 5 Parnassiens (14e).

CAFE_THEATRE

Au Café de la gare (Paris 4e)

"Fromage ou dessert"

DE LUIS REGO ET PHILIPPE BRUNEAU

Un ouvrier, électeur communiste, est au chômage depuis six mois. A son insu, sa famille — belle-mère, épouse et sœur — s'arrange pour inviter à dîner le président de la République afin de trouver une solution à leur problème, et en particulier à leur dette envers un grand magasin d'électro-ménager.

Au dernier moment, les trois femmes, effrayées, essayent d'annuler cette invitation... mais c'est pour s'entendre répondre qu'il est trop tard et qu'elles risquent de payer une amende pour avoir inutilement mis en branle la machine administrative !

L'ouvrier au chômage, mis au courant, accepte finalement de recevoir le président. On prépare alors activement la réception.

A l'heure du dîner arrivent le président, lunettes carrées, cheveux relevés sur le front et gominés, et sa femme maquillée, en vison. Entre la famille réunie et le couple présidentiel commence un échange de banalités sur le temps qu'il fait ou la décoration du salon, coupé par des silences gênés. Mais le président est en service commandé et il faut bien qu'il anime la soirée. Aussi danse-t-il le sintaki pour montrer qu'après tout il est un homme comme tout le monde.

Luis Rego et Philippe Bruneau réussissent à nous faire rire de bon cœur. Bien sûr, la famille ouvrière qu'ils nous montrent est un tantinet maladroite et fait rire aussi à ses dépens tout en restant sympathique. Mais *Fromage ou dessert* tourne surtout en dérision, et en ridicule, un président de la République guindé et hautain qui ressemble à s'y méprendre à un autre président, en exercice celui-là.

Guy FICHET

Café de la Gare (41, rue du Temple Paris 4e). Prix : 25 F. La pièce se joue tous les jours sauf les dimanches et lundis. Elle commence à 22 h 15 mais on ne réserve pas à l'avance. Mieux vaut donc arriver une demi-heure avant pour être sûr d'avoir des places.

MOTS CROISES

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I	I	M	P	R	E	C	A	T	I	O	N
II	M	A	R	I	N	A	■	O	N	D	E
III	A	N	I	S	■	D	O	U	T	E	S
VI	G	I	S	Q	U	E	T	T	E	■	T
V	I	F	■	U	R	N	E	■	R	■	O
VI	N	E	V	E	■	A	■	E	D	A	R
VII	A	S	A	■	G	S	■	T	I	P	I
VIII	T	T	■	R	E	■	B	O	T	T	E
IX	I	E	N	I	S	S	E	I	■	E	N
X	O	R	I	G	I	N	A	L	E	■	N
XI	N	A	D	A	R	■	T	E	N	T	E

HORIZONTALEMENT. — I. Ancêtre de la Madelon. — II. S'unira. — III. Fit jouer ses zygomatiques - Se rendra - Liaison. — IV. Anesthésiste volante - Blindé léger (initiales). — V. Rayonnait sur l'Egypte - Parfumée au varech. — VI. Sont agités de tremblements. — VII. Partie de la Grèce d'Asie - Maître de Démosthène. — VIII. Ville noble - Font partie de l'aristocratie. — IX. Préfixe de direction - Unité pédestre (initiales) - Donne l'impression du déjà vu. — X. Attestent la maladresse, ou la scène de ménage - Phonétiquement : pousser des cris hostiles.

VERTICALEMENT. — 1. Attestation de capacités. — 2. Taureau vénéré en Egypte - Inflexible. — 3. Relevèrent par écrit. — 4. Pronom familier - Plantes grimpantes. — 5. Déesse de la civilisation égyptienne - Fin de participe - Ego transalpin. — 6. Ver de vase. — 7. Mouvement irlandais - On les tresse. — 8. Voyelles - Ce fut une principauté franque du Moyen-Orient. — 9. Son bois était esclave - Remarqué. — 10. Maintenue en bon état.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I									■	
II									■	
III				■				■		
VI							■			
V		■			■					
VI										
VII						■				
VIII					■				■	
IX			■			■				
X								■		

LIVRES_LIVRES_LIVR

RÉÉDITION :

"L'affaire Toukhatchevsky"

DE VICTOR ALEXANDROV

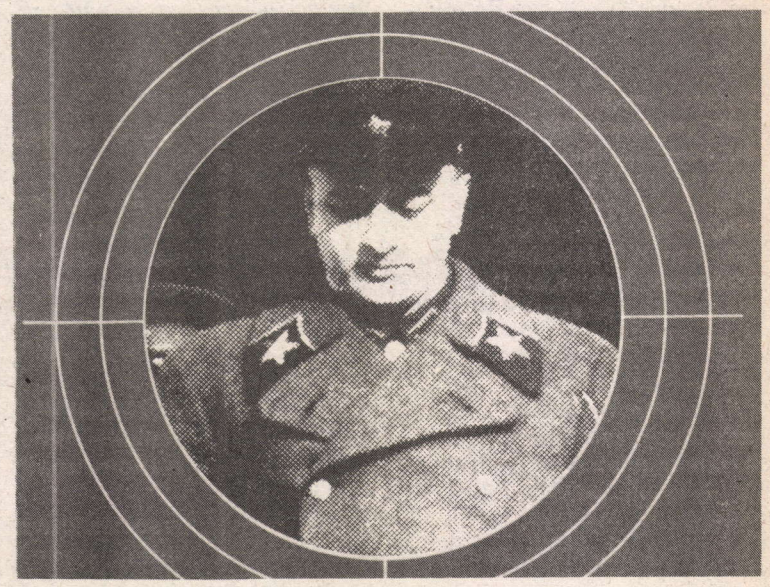
Nous sommes en 1937, après les deux premiers procès de Moscou et l'exécution d'une grande partie de la « vieille garde » des compagnons de Lénine. Depuis quelque temps, le Guépéou, la toute-puissante police politique de Staline, multiplie les interrogatoires et les arrestations dans les milieux mliitaires. Le 11 mai, le maréchal Toukhatchesky, l'un des chefs les plus populaires et les plus compétents de l'Armée Rouge, jusqu'alors vice-commissaire du peuple à la Défense, est nommé chef du district militaire de la Volga. Le 20 mai, il part rejoindre son poste. Il est bientôt arrêté et ramené à Moscou. Le 11 juin il est exécuté, ainsi que la majorité des membres du grand état-major, pour espionnage au profit de l'Allemagne hitlérienne. Telle est la trame historique de L'affaire Toukhatchevsky.

Ce livre de Victor Alexandrov (journaliste et romancier de langue française, né à Pétrograd en 1910), écrit selon l'auteur en 1959, parut pour la première fois en 1961, après qu'au XXII° congrès Khrouchtchev eut « révélé » que les officiers exécutés en 1937 étaient innocents. Cette affaire Toukhatchevsky, Alexandrov ne cherche pas à l'expliquer par un raisonnement historique et politique rendant compte de l'ensemble des procès de Moscou et des gigantesques purges qui les accompagnèrent (ce que Trotsky avait aussitôt fait dans ses livres et ses articles), mais en racontant par le menu les multiples intrigues policières qui auraient, selon lui, permis la fabrication par l'espionnage allemand et la livraison au Guépéou d'un faux document accablant pour Toukhatchevsky.

La personnalité du maréchal soviétique et les raisons politiques qui ont amené son élimination disparaissent ainsi derrière les intrigues d'un monde de provocateurs, de faussaires et d'agents secrets, souvent doubles ou triples. Les sources d'Alexandrov proviennent en majorité de ce monde de l'espionnage international, ainsi que des mémoires et confidences des diplomates et journalistes en poste à Moscou ou à Berlin. C'est une « ténébreuse affaire », un complot bien noir.

La grande explication de la purge du commandement militaire est, pour Alexandrov, d'ordre stratégique : Toukhatchevsky et le haut commandement de l'Armée Rouge se seraient opposés en 1937 à la perspective d'une alliance avec l'Allemagne. Ce qui aurait amené les services secrets allemands, au courant, à monter une entreprise d'intoxication de leurs homologues russes, fausses pièces compromettantes pour Toukhatchevsky à l'appui.

En fait, si de telles raisons ne sont pas invraisemblables, l'élimination de Toukhatchevsky et des autres cadres de l'Armée Rouge s'expliquent par des motifs plus fondamentaux. Pour des raisons d'efficacité militaire, ils résistaient aux ingérences et à l'arbitraire du Gépéou et surtout, ils risquaient de constituer, face à la clique de Staline, une équipe de rechange à la tête de la bureaucratie. Ce « massacre préventif », comme le



qualifia Trotsky, fit dans l'armée plus de 30 000 victimes (la moitié des officiers de carrière, 80 % des colonels, 90 % des généraux). Il laissa l'Armée Rouge dans un état de démoralisation et de désorganisation que l'URSS paya dans l'été 1941, lorsque les armées hitlériennes atteignirent en quelques semaines Moscou et Léningrad.

Non seulement cet aspect politique essentiel est absent du livre d'Alexandrov, mais au niveau où il se situe (celui du démontage du mécanisme de l'affaire) c'est beaucoup plus une œuvre de romancier que le travail fiable d'un historien. Sans compter quelques considérations sur l' « âme russe » et « l'amoralisme bolchévik » qui n'ajoutent rien à la valeur du livre.

Vincent GELAS

L'affaire Toukhatchevsky de Victor Alexandrov - Réédition en Bibliothèque Marabout n° 1044 - 224 p. - 13,50 F.

" Les capitalistes en France (1780-1914) "

présenté par LOUIS BERGERON

Dans cette collection **Archives**, dont chaque volume est un recueil de textes, Louis Bergeron veut présenter comment se sont constituées les grandes familles capitalistes en France, de la Révolution française au début de ce siècle. Il montre également leurs liens avec l'aristocratie foncière, les rapports entre industriels, négociants et banquiers. Il montre aussi l'intégration, assez marginale il est vrai, aux grandes familles capitalistes, de cadres de l'industrie et de l'Etat issus des grande école.

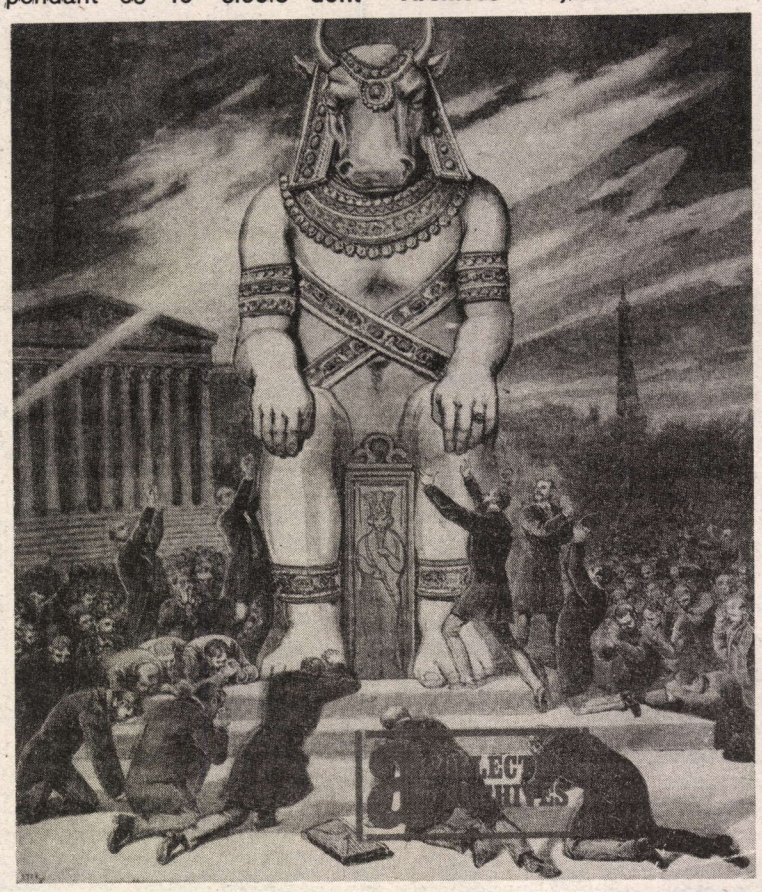
Et il le fait en citant des textes, lettres, autobiographies et mémoires de ces magnats de l'industrie, ce qui donne également un aperçu de ce que ces gens-là pensaient ou aimaient à dire d'eux-mêmes et de leur famille.

Mais, parce que l'auteur se contente en fait de présenter des documents et des citations, le livre est extrêmement décousu et parcellaire. Il ne montre que quelques exemples épars, ne fait qu'effleurer les grandes circonstances au cours desquelles justement d'immenses fortunes se sont constituées ou consolidées (guerre de rapines, guerres coloniales...) et ne parle pas non plus des conditions d'exploitation qui ont permis à ces quelques grandes familles d'édifier leurs fortunes.

Un livre donc de lecture un peu fastidieuse, où l'on peut glaner quelques renseignements, mais trop décousu pour que l'on en tire une vision globale de la formation de ces grandes familles capitalistes qui ont constitué leurs empires pendant ce 19° siècle dont parle l'auteur, mais qui dominent encore l'ensemble de l'économie et du monde politique français.

Olivier BELIN

Les capitalistes en France (1780-1914), **présenté par Louis Bergeron - Collection Archives - 19,50 F.**



" Louis XI "

DE PAUL MURRAY KENDALL

L'image du roi Louis XI qu'on emporte généralement de l'école primaire n'est guère flatteuse : celle d'un bonhomme malingre, aux jambes torses, fourbe, cruel et superstitieux. C'est un portrait sensiblement différent qui se dégage du volumineux ouvrage que l'historien américain Paul Murray Kendall a consacré à ce souverain et qui a récemment été publié en Livre de Poche.

Louis n'est plus un jeune homme, il s'en faut, quand il monte sur le trône. Il a 38 ans, et derrière lui un passé de capitaine s'étant illustré dans les derniers combats de ce qu'on appellera plus tard la guerre de Cent Ans. Il sait encore payer de sa personne, comme il le démontre à la bataille de Montlhéry, face aux grands féodaux révoltés. Mais alors que pour ceux-ci, la guerre est un moyen de s'enrichir directement par le pillage et les rançons, Louis est un roi politique, aux vues infiniment plus larges, et qui préfère atteindre ses buts par d'autres moyens.

C'est même le roi d'une politique, menée sans discontinuer, bien qu'avec des fortunes diverses, au cours de vingt-deux ans de règne. Il est né alors que son père, Charles VII, n'était encore que le « roi de Bourges », dans un royaume déchiré par les affrontements entre les grands féodaux, dont, dauphin de France, il est lui-même plus tard le jouet, lors de la révolte de la Praguerie. Aussi, devenu roi, est-il animé par une volonté constante : renforcer l'autorité de la couronne, écarter les grands féodaux du pouvoir, et les renvoyer dans leurs terres vivre en paix de leurs privilèges. Pour cela, il s'appuie d'autant plus résolument sur la bourgeoisie des villes ; non seulement il a besoin de son appui, mais aussi, roi moderne, il sait raisonner en termes d'économiste et d'équilibre du commerce extérieur.

On comprend mieux alors la légende noire que forgèrent après sa mort les nobles relevant la tête. Car ce roi qui était l'ennemi de toute magnificence personnelle, qui allait perpétuellement vêtu en bourgeois, qui, parmi tous ces grands seigneurs gonflés de leurs préjugés de naissance, s'affirmait de manière provocante « le petit-fils d'une catin » (Isabeau de Bavière), et qui — se considérant comme le premier serviteur de la couronne — parvint à soumettre toute la noblesse, ne pouvait évidemment plaire à celle-ci.

Le livre de Paul Murray Kendall est touffu (550 pages de texte, plus 106 pages de notes). Et il faut parfois « s'accrocher » pour suivre les arcanes de la diplomatie de Louis XI, et se retrouver parmi la multitude d'Etats qui constituaient l'Europe du XV° siècle. Mais pour qui a envie de connaître un peu mieux le règne de l'un des rois les plus politiques de l'histoire de France, l'effort en vaut la peine.

François DUBURG

Louis XI, de Paul Murray Kendall - Livre de Poche - 12,50 F.

LIVRES_LIVRES_LIVR

" Histoire passionnante de la vie d'un petit ramoneur savoyard "

écrite par lui-même

Ce livre est présenté par l'éditeur comme l'autobiographie de Laurent Fénix, transcrite du cahier rouge qu'il lui a confié peu avant sa mort. On aimerait avoir quelques précisions sur l'auteur supposé de ce journal, mais l'éditeur est d'une grande discrétion alors que le lecteur souhaiterait avoir les moyens de juger de l'authenticité de ce témoignage et de vérifier si l'on s'est contenté, comme il est dit, de rétablir l'orthographe et la ponctuation.

Laurent Fénix, né en 1892 près d'Albertville en Savoie, dans une famille de paysans nombreuse et misérable, est d'abord loué comme petit berger. A 12 ans, il part pour la Franche-Comté et devient ramoneur. Il fait son service militaire lorsqu'éclate la Grande Guerre. Plusieurs fois blessé, puis défiguré par une bombe, il va d'hôpital en hôpital et finit par être mobilisé aux aciéries d'Ugine. La guerre fnie, il est ouvrier menuisier puis va au Maroc au moment de la crise de 1929, et du chômage. Son journal s'arrête à son retour en France, en 1930 ou 1931. L'épilogue nous apprend qu'il s'est suicidé à Voiron le 11 novembre 1958, pour le quarantième anniversaire de l'Armistice, après avoir suspendu à son balcon un écriteau contre les profiteurs de guerre.

Ce journal au style dépouillé, aux mots souvent maladroits, est un témoignage brut sur la misère et l'étroitesse de la vie campagnarde vers 1900, sur la condition de ces « émigrés de l'intérieur » qu'étaient les petits ramoneurs savoyards, enfin sur la guerre, avec la faim, les morts, les tranchées et les hôpitaux. Le récit est le plus souvent une succession de notations impersonnelles, éclairées de loin en loin par une phrase qui manifeste la tendresse ou la camaraderie, l'émotion au spectacle d'un défilé ouvrier précédé du drapeau rouge, la solidarité avec les pauvres, paysans et ouvriers, la méfiance des curés et la haine des profiteurs de guerre.

Vincent GELAS

Histoire passionnante de la vie d'un petit ramoneur savoyard, écrite par lui-même - Ed. Le Sycomore - 196 p. - 29 F.

"Idées reçues sur les femmes"

DE NICOLE BEDRINES, REGINE LILENSTEN, CLAUDE-ROSE TOUATI

En piochant dans la littérature générale, de la Bible à la littérature destinée aux enfants, des vieilles chansons françaises à celles de Jacques Brel ou dans la publicité qui fleurit dans les magazines, les auteurs ont réalisé un recueil des « idées reçues sur les femmes ».

Pas ou peu de commentaires, les citations suffisent à la démonstration. Au point que l'accumulation des citations et des images misogynes laissent une impression de malaise tellement la bêtise, la grossièreté sont manifestes.

A feuilleter, ce livre abondamment illustré est édifiant et il a sûrement son utilité, comme répertoire du phallocratisme ordinaire.

P.C.

Idées reçues sur les femmes, de N. Bedrines, R. Lilensten et C.-R. Touati - Editions Hier et Demain - 39 F.

" Flip Story "

DE NAN AUROUSSEAU

Flip Story entend évoquer — de façon **en marge de tout,** dit la couverture du livre — la vie de deux jeunes délinquants, drogués ,qui s'aiment et essayent à leur façon de se sortir d'une vie pas bien gaie. Riquet, apprenti truand, fait tout ce qu'il peut pour avoir l'air d'un vrai dur comme son père ; quant à Johny, que la frime de Riquet n'impressionne pas, elle s'est fixé pour but d'en faire un homme, et un truand un peu moins maladroit. Le Riquet au blouson et aux lunettes noires vit dans un perpétuel rêve de violence et d'exploits imaginaires, dans lequel ses problèmes sexuels tiennent d'ailleurs une large place. C'est du moins ce que l'on croit comprendre.

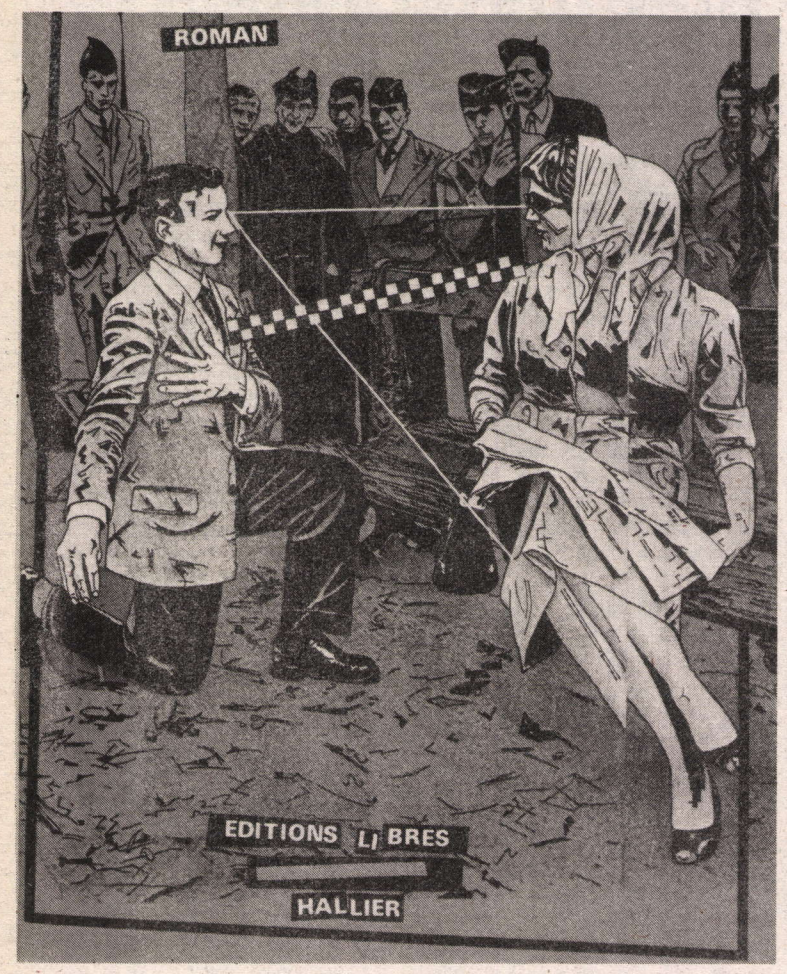
Car l'ennui du livre, c'est que les frontières entre la vie réelle de ces jeunes et leur monde imaginaire sont extrêmement floues, et qu'il est bien difficile pour le lecteur de distinguer les faits de la simple fabulation. Mais, après tout, c'est peut-être aussi ce qui peut en faire le charme pour les amateurs du genre...

Et on peut en dire autant de sa forme d'humour, pour le moins déconcertante : des héros marginaux parlant dans un argot d'ailleurs parfois difficile à décrypter pour les non-initiés, mais qui citent Lacan et parlent de « l'opposition au père »... C'est peut-être drôle, mais à coup sûr sohistiqué, et destiné à un public restreint.

Bref, il faut sans doute aimer « flipper » pour aimer ça.

O.D.

Flip Story, **de Nan Aurousseau - Editions Libres Hallier - 29 F.**



TELE_TELE_

Samedi 2 septembre

ANTENNE 2 - 18 h 30 - L'émission de jazz d'Averty est consacrée au pianiste **Count Basie.**

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Playback et tais-toi,** un film-télé montrant un orchestre de jeunes aux prises avec les requins du show-business. Et c'est, comme on ne peut le voir qu'au cinéma, le commissaire qui redresse les torts...

ANTENNE 2 - 22 h - **Voir :** à l'occasion de l'anniversaire de cette émission, Antenne 2 repasse les meilleurs séquences diffusées dans l'année.

FR3 - 20 h 30 - **La banqueroute de Law :** l'histoire de la première tentative pour instaurer en France l'utilisation systématique du papier-monnaie, vue par Edgar Faure. Avec probablement son interprétation de la crise monétaire actuelle en sous-main.

Dimanche 3 septembre

TF1 - 19 h 25 - **Animaux du monde :** animaux semblables à des plantes, crevettes et poissons multicolores filmés dans les récifs coraliens des Caraïbes.

TF1 - 22 h 05 - Concert par l'orchestre national sous la direction de Ph. Entremont : **Concerto pour piano n° 26** de Mozart et suite de valses du **Chevalier à la rose** de Strauss.

ANTENNE 2 - 21 h 50 - **Les chemins de l'imaginaire :** première séquence d'une suite d'émissions qui se propose de présenter l'évolution de la pensée humaine **« de l'homme des cavernes d'il y a 20.000 ans à la naissance du christianisme ».** Le sujet est intéressant, mais reste à voir de quelle façon il sera présenté.

FR3 - 16 h 50 - **Comment Yukong déplaça les montagnes :** dans une série de quatre émissions qui présentent des extraits des films de Joris Ivens et Marceline Loridan sur la Chine contemporaine : film pro-maoïste présentant sans critique ce qu'un cinéaste peut filmer en Chine. Mais ils aident, ne serait-ce que par les photos, à se faire une idée sur la réalité de la société chinoise.

FR3 - 20 h 05 - **La catastrophe minière de Courrières en 1906 :** photos et films de l'époque font revivre ce drame. Un ancien mineur viendra parler des conditions de vie des mineurs.

Mardi 5 septembre

TF1 - 18 h 30 - **Le butin de Pergame :** un documentaire sur les découvertes archéologiques de l'équipe des plongeurs de Cousteau en mer Egée.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Dossiers de l'écran :** le film sera **Spécial Première,** une comédie qui se déroule dans le monde des journalistes à la recherche d'un « scoop » dans le Chicago de 1929. Le débat a pour sujet le journalisme et les faits divers et l'exploitation par exemple de l'affaire Mesrine par la presse.

Mercredi 6 septembre

TF1 - 17 h 50 - **Terre Adélie :** un documentaire sur l'interminable hiver au pôle sud.

TF1 - 22 h - L'émission médicale d'Etienne Lalou et Igor Barrère est consacrée aux **« médecins sans frontières » :** reportages dans trois camps de réfugiés en Thaïlande.

FR3 - 20 h 30 - **L'Atlantide :** film de G.W. Pabst qui date de 1932, d'après le roman de Pierre Benoit.

Jeudi 7 septembre

TF1 - 18 h 15 - **La dernière aventure des Lapons :** malgré l'intégration progressive des Lapons à l'agriculture côtière et dans l'industrie et les mines du nord, une partie de cette population du grand nord continue une vie nomade ; c'est sur eux que porte ce reportage.

TF1 - 21 h 15 - **Naissance de la Cinquième République** à travers les témoignages d'hommes politiques : il peut être intéressant de voir comment les Pflimlin, les Pinay, les Massu, les Mitterrand, Ballanger et autres présentent cet événement et s'autojustifient.

TF1 - 22 h 15 - **Pierrot le Fou,** le plus célèbre film de Godard, si on aime.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Le refuge,** un film TV suisse sur la vieillesse et la solitude des personnes « à part ».

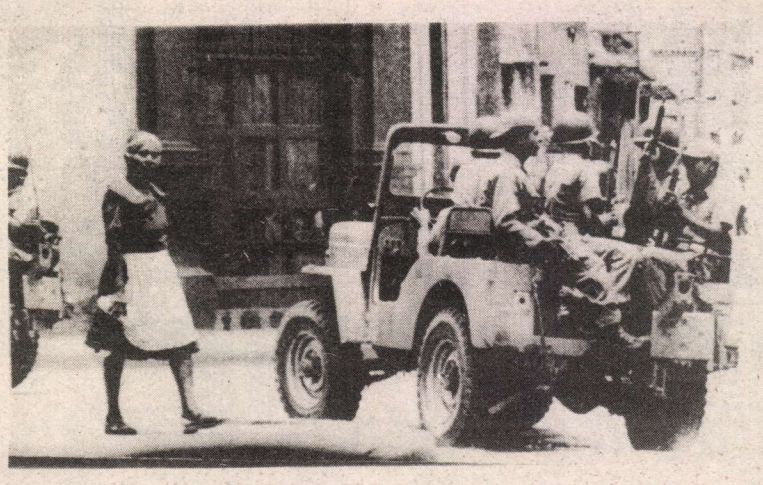
FR3 - 20 h 30 - **Casanova, un adolescent à Venise,** film de Luigi Comencini qui décrit la Venise du début du XVIII° siècle. Une bonne soirée en perspective.

Vendredi 8 septembre

FR3 - 21 h 30 - **Comment Yukong déplaça les montagnes :** suite des extraits du reportage de Joris Ivens sur la Chine.

NICARAGUA :

La population se dresse contre la dictature



Les troupes de Somoza dans les rues de la ville de Masava.

A l'heure où nous écrivons, la dictature de Somoza règne encore sur le Nicaragua. Pour combien de temps ? Cela dépend de l'ampleur que vont prendre les émeutes, de l'attitude même de l'armée vis-à-vis de Somoza, et aussi, et surtout, de celle des Etats-Unis auxquels Somoza doit d'avoir tenu quarante ans.

Et pourtant, il est aujourd'hui évident pour tout le monde que le régime de Somoza est vomi par toute la population du pays. Et il n'est plus seulement vomi par la grande masse de ceux sur le sang et la sueur desquels s'engraisse depuis quarante ans la famille Somoza, cette famille qui possède le quart des terres, a le monopole du tabac et de la bière, de gros intérêts dans le sucre et le riz, possède la meilleure flotte et même un port (payé en « empruntant » l'argent à l'Etat), est propriétaire de la compagnie nationale d'aviation, de la chaîne de télévision... Il est aussi lâché par une partie importante de la bourgeoisie, comme le montre le ralliement des chambres patronales à la grève déclenchée au lendemain du succès de la prise d'otages effectuée par le commando sandiniste. Et lundi dernier, quelques chefs de l'armée elle-même ont été arrêtés, accusés d'avoir essayé de faire un coup d'Etat.

Cela n'empêche pas Somoza de s'accrocher au pouvoir. Certes, prévoyant le pire, il a pris la précaution de se faire voter par le Parlement l'autorisation de quitter le pays pendant trois mois... On ne sait jamais. Mais il a tenu encore mercredi 30 août à affirmer devant les journalistes du monde entier sa volonté de demeurer au pouvoir à tout prix, terminant même sa conférence de presse en faisant jeter en prison le journaliste vénézuélien qui lui avait posé une question sur le rétablissement des libertés.

Mais le feu de l'armée et de l'aviation gouvernementales, les bombardements de la ville de Matagalpa, la troisième ville du pays, n'ont apparemment pas suffi à enrayer les manifestations. Et l'on voit dans les principales villes des groupes de civils armés, souvent très jeunes, harceler les troupes.

Dans cette situation, la position qu'adopteront finalement les USA reste déterminante. Ce sont les grandes firmes américaines qui possèdent 70 % des investissements étrangers dans le pays et le commerce avec les USA compte pour 32,4 % dans les importations et 25,5 % dans les exportations. C'est pour y défendre leurs intérêts et parce que le régime de Somoza était un de leurs alliés, le plus inconditionnel et le plus stable en Amérique centrale, que les Etats-Unis ont mis en place cette dictature et l'ont aidée à se maintenir si longtemps.

Depuis quelques mois, le gouvernement américain aurait bien aimé voir ce régime usé s'ouvrir un peu du côté de l'opposition bourgeoise modérée qui regroupait désormais y compris les milieux d'affaires nicaraguayens. Mais avec la situation insurrectionnelle actuelle, les Etats-Unis semblent préférer pour l'instant garder une prudente neutralité. Car, s'ils savent que le gouvernement Somoza a fait son temps, ils peuvent craindre que sa chute ne suscite trop d'espoirs dans la population. D'autant plus que l'assassinat le 10 janvier dernier de Pedro Joaquin Chamorro, le chef de file de cette bourgeoisie désireuse de démocratisation (assassinat que les partisans de Chamorro attribuent à l'entourage de Somoza), a justement supprimé l'une de leurs meilleures cartes de rechange.

C'est pourquoi Carter préfère pour l'instant ne pas s'engager trop ouvertement : laisser le dictateur tenter sa chance, tout en prenant contact avec les représentants des divers mouvements d'opposition.

Mais la lutte de la population nicaraguayenne réduira peut-être à néant tous ces calculs.

Olivier BELIN

Un détournement qui en dit long

Le détournement de l'avion polonais de la ligne Gdansk-Berlin-Est, arrêté à l'aéroport de Berlin-Ouest, a eu des conséquences surprenantes. En plus du citoyen d'Allemagne de l'Est auteur du détournement, accompagné de sa femme et de son enfant, sept passagers de ses compatriotes ont demandé asile à l'Ouest ! Tout laisse à supposer qu'ils ont voulu profiter de l'aubaine pour fuir un régime qui s'affuble du qualificatif de socialiste, qui porte dans sa dénomination le terme de démocratique, mais qui semble être si peu l'un et l'autre qu'il suffit de la première occasion pour le quitter, même au prix d'un abandon total de ses liens antérieurs.

A moins encore que, tout simplement, les sept autres passagers, même innocents, aient eu peur de représailles éventuelles.

Mais quelles que soient les motivations des « évadés » de l'avion Gdansk-Berlin-Est, leur geste en dit long sur le prétendu socialisme qui règne dans les pays de l'Est.

Peyrefitte contre les permissions des détenus :

Vers une aggravation des conditions de détention

A la suite de la fusillade du boulevard Voltaire, à Paris, mercredi 30 août, au cours de laquelle deux policiers ont été blessés par deux détenus qui s'étaient enfuis à l'issue d'une « permission de sortir », Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a annoncé une nouvelle réforme de ces permissions.

Ainsi, en se servant de faits divers montés en épingle, le gouvernement, étape après étape, systématiquement, tend à revenir sur les avantages concédés aux détenus.

Il y a peu de temps, la spectaculaire évasion de Jacques Mesrine d'un quartier de haute sécurité avait ainsi été le prétexte à un nouveau durcissement du régime de ces « prisons dans la prison ».

Cette fois, c'est la prétendue prolifération des délits commis par les détenus permissionnaires qui est invoquée.

Or, la réalité est bien loin de cela : en 1976, sur 15 591 permissions, 479 détenus n'ont pas regagné à temps leur prison, soit 3,07 %, et seulement 0,03 % de ces permissionnaires ont profité de leurs sorties pour commettre de nouveaux délits. On est donc bien loin des contes fantastiques de la presse réactionnaire.

Plus même que les mesures elles-mêmes, c'est le feu vert donné par le ministre de la Justice à tout le personnel des prisons, aux policiers, pour « resserrer la vis », qui compte, et qui, sans attendre, ne manquera pas de se traduire dans les commissariats et dans les prisons, par une aggravation des conditions de détention.

Ce sont les exécutants de l'appareil de répression que le ministre ne veut pas mécontenter, ce sont eux qu'il « soigne », sachant qu'un Etat ne peut se passer de leurs services.

Mais c'est également à l'électorat réactionnaire, à ceux qui croient que plus de répression ne peut faire que du bien, que Peyrefitte et ceux qui nous gouvernent s'adressent. Car ce sont ceux-là qui leur apportent leurs voix, et, pour leur plaire, il faut jouer du bâton, de la prison, quand ce n'est pas faire tomber des têtes.

Ce n'est pourtant pas comme cela qu'on changera quoi que ce soit à cette société. Plus de répression ne signifiera pas plus de sécurité. Mais peut-être, au contraire, plus de flics ou de gardiens de prison sadiques, et une non moins grande production de délinquants de toutes sortes.

Une société basée sur la propriété privée, sur la violence d'une minorité exploitant et opprimant la majorité, ne sera pas plus viable avec une répression accrue. Ses prisons ne sont que son miroir, et l'image hideuse qu'elles nous reflètent montre à quel point elle est malade.

Jean-Jacques LAMY

Le 2e REP... de Kolwezi au maquis corse

Après avoir violé une jeune femme, tué un touriste allemand, grièvement blessé la femme de celui-ci ainsi qu'un de ses amis et enlevé deux fillettes, le légionnaire Léon Lando, qui venait de déserter de son régiment stationné en Corse, a fini par se donner la mort. Les deux petites filles venaient d'être retrouvées saines et sauves, et la police et la Légion étaient sur le point de l'encercler, après 24 heures de battue pour le retrouver dans le maquis.

Ce fait divers semble gêner quelque peu en haut lieu. Non pas tant pour les morts qu'il a provoquées que par le fait que le légionnaire en question était membre du 2e REP, le 2e Régiment Etranger de Parachutistes, que, il y a quelques semaines, Giscard d'Estaing soi-même félicitait pour sa conduite « héroïque » lors de l'expédition de Kolwezi, au Zaïre. Léon Lando était, paraît-il, bien noté, et avait eu une conduite « exemplaire » à Kolwezi. Et l'on a pu entendre certains journalistes à la radio se demander comment diable un militaire si bien avait pu d'un seul coup devenir si féroce.

Mais l'explication la plus simple est que Léon Lando, lorsqu'il a voulu déserter, s'est trouvé traqué, assiégé, et qu'il a cherché à s'en sortir comme il a appris à le faire à la Légion : en menaçant et en tuant. Comme à Kolwezi. Mais ce qui lui valait les félicitations au Zaïre lui a valu en Corse d'être l'objet d'une chasse à l'homme.

Alors, qui est le plus coupable : l'individu Léon Lando, qui était sans doute prêt et formé à la violence, ou l'institution militaire et les gouvernants qui ont su se servir de lui et l'encourager pour leurs expéditions militaires, mais l'ont traqué comme une bête quand il a voulu leur échapper ?

A.F.